

le monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°612 JEUDI 27 MARS 1986 8,00 F

APRÈS L'AUSTÉRITÉ...



L'AUSTÉRITÉ !

Editorial

A INSI, le nouveau gouvernement est formé. Les habiles stratèges, les politiciens professionnels, les magouilleurs, les naïfs peuvent enfin se reposer, l'échéance était d'importance et le combat fut meurtrier ; mais enfin le verdict est tombé. Chirac, ancien ministre de l'Intérieur, député de Corrèze et maire de Paris, nous offre un beau gouvernement béni par Mitterrand le très-haut.

Ces subtiles alliances peuvent à priori nous sembler paradoxales. Ce n'est en fait que l'aboutissement d'une logique de l'Etat pour préserver sa force et son autorité. Sur le fond, rien dans les mesures sociales ou les décisions politiques importantes prises entre mai 1981 et mars 1986 n'a pu déplaire à Chirac. Sa seule frustration fut en fait celle de ne pas avoir eu le

pouvoir à ce moment-là. L'insipidité et la mollesse de la campagne électorale sont là pour nous le rappeler. Le capitalisme fut en fait géré de manière un peu différente. Un peu maladroitement aussi. Mais géré tout de même.

Mais le pire reste à faire. La nouvelle équipe, outre qu'elle prépare une revanche qui n'ose pas dire son nom, est composée de tous ces faciès rébarbatifs surpris depuis des années à loucher vers l'extrême droite. Madelin, nouveau ministre de l'Industrie et ancien nazillon, se souvient-il avoir avec d'autres nervis estropié à vie un militant d'extrême gauche. Erreur de jeunesse ? Pasqua se souvient-il avoir été responsable du S.A.C., qui fournissait des services d'ordre musclés et qui, quand les muscles n'étaient pas assez forts, sortaient les triques ?

Erreur de jeunesse ? Et les alliances R.P.R.-U.D.F. de la semaine dernière avec les élus du Front national pour prendre les présidences des Conseils régionaux, après avoir joué les oies blanches et promis qu'aucune alliance ne se ferait... Erreur de jeunesse, peut-être ?

Tout concourt à prévoir des conflits sociaux et seules des ripostes offensives et immédiates pourront faire face au pouvoir. Le danger c'est que ce même pouvoir ne considère pas le fascisme comme un ennemi mortel, mais comme un adversaire politique. Nous devons lui démontrer le contraire. Au besoin par la force. Fabius s'est vanté d'avoir rendu le pouvoir et la paix sociale en plus. Il n'est pas sûr que Chirac puisse dire la même chose quand il partira.

communiqués

- **SARCELLES**
Une liaison est en cours de formation à Sarcelles. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.
- **ARIÈGE**
Un individuel sur la région de l'Ariège cherche à prendre contact avec des personnes sur Pamiers, Foix, Lézat-sur-Lèze, Axe-les-Thermes. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.
- **DIJON**
Le groupe de Dijon anime une émission sur Radio-Campus, 102.5 MHz et 94.7 MHz, le deuxième mardi de chaque mois, de 19 h 15 à 20 h.
- **NÎMES**
Le groupe du Gard interrompt momentanément les permanences qu'il tenait les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, à l'A.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

débats

- **CHAMBÉRY**
Au cours du week-end du 12 au 13 avril, se tiendra à Chambéry un colloque « Nécessité de l'organisation dans le mouvement anarchiste », avec des compagnons de la région.
- **PARIS**
Le groupe Louise-Michel organise, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le vendredi 25 avril, à 18 h, pour une animation audiovisuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20 h, un débat « La C.N.T. depuis 1936 » aura lieu avec Gomez Pelaez.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — **PAGE 2 :** Informations des groupes — **PAGE 3 :** Comment cohabiter sur le dos des travailleurs ? Ce n'est qu'un début... le combat des chefs continue — **PAGE 4 :** En Bref, Gilbert-Jeune sur Radio-Libertaire, Expulsions — **PAGE 5 :** C.F.D.T. : recherche modernité désespérément, A qui le tour ? — **PAGE 6 :** Vous pouvez nous tuer... Nouvelles du front, Duvallier toujours en vacances — **PAGE 7 :** « J'irai cracher sur vos tombes ! », Il était une fois... les lieux de vie — **PAGE 8 :** Sursis pour les sandinistes, G.-B. : N'achetez pas la presse de Murdoch ! — **PAGE 9 :** Etats-Unis, Italie, Espagne — **PAGE 10 :** « La révolution inconnue » de Voline — **PAGE 11 :** Programmes de Radio-Libertaire, Communiqué R.-L., Notes de lecture, Le reaganisme au cinéma, Spécial copinage — **PAGE 12 :** Le mouvement des femmes et le pouvoir, Ouvrons les yeux !, Des bienfaits de la famille, Petit calendrier des mesures gouvernementales depuis 1981.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre (la joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE**
- **AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
 - **ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 - **BOUCHES-DU-RHÔNE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
 - **CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakouline » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
 - **CÔTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
 - **DOUBS**
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
 - **FINISTÈRE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
 - **HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
 - **GIRONDE**
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
 - **HÉRAULT**
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
 - **ILLE-ET-VILAINE**
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
 - **INDRE-ET-LOIRE**
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 - **LOIRE**
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
 - **LOIR-ET-CHER**
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).
 - **LOIRE-ATLANTIQUE**
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.
 - **MAINE-ET-LOIRE**
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bodillon, Angers.
 - **MANCHE**
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
 - **NORD**
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.
 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES**
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les premiers dimanches du mois au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).
 - **SARTHE**
Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.
 - **SEINE-MARITIME**
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
 - **GROUPE DE ROUEN** : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.
 - **VAR**
Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébelli, Toulon.
 - **VIENNE**
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.
- RÉGION PARISIENNE**
- PARIS**
- **GROUPE « Louis-Bertho-Lepetit »**, Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
 - **GROUPE « Florès-Magon »**, Paris 12^e : permanences les vendredis, de 18 h à 19 h, au métro Daumesnil (sortie Claude-Decaen).
 - **GROUPE « Varlin »**, Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.
 - **GROUPE « Louise-Michel »**, Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures : le samedi de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République) Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

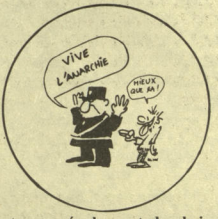
éditions

- **CASSETTE**
De nouveau disponible... Le groupe Région toulonnaise diffuse une cassette de chansons anarchistes internationales (Italie, Espagne, Allemagne, Argentine, Suisse, Etats-Unis, France, en yiddish). Durée : une heure. Prix : 55 F (port compris). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi et à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébelli, 83000 Toulon.
- **BADGE**



Le groupe Florès-Magon (Paris 12^e) vient d'éditer un badge : « Espagne 36, Durruti », disponible pour le prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.

Le groupe Bourgoin vient d'éditer un badge « Vive l'anarchie. Mieux que ça ! » (dessin de Reiser), disponible au prix de 6 F à la librairie du Monde libertaire.



Vous pouvez aussi le commander à « Contre-Courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. On y trouve également des briquets noirs « A (cerclé) contre vents et marées » (15 F).

liste des groupes f.a.

- PROVINCE**
- **GROUPE AISNE** : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.
 - **LIAISONS**
 - **ALPES-MARITIMES** : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Rouet — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai, Dunkerque — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.
 - **RÉGION PARISIENNE**
 - **GROUPE PARIS** : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 - **Banlieue : Seine-et-Marne** : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — **Yvelines** : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — **Essonne** : Vallée de Chevreuse — **Hauts-de-Seine** : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — **Seine-Saint-Denis** : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — **Val-de-Marne** : Villejuif/Vitry, Créteil — **Val-d'Oise** : Argenteuil/Colombes.
 - **LIAISONS**
 - **Banlieue : Yvelines** : Mantes-la-Jolie — **Seine-et-Marne** : Melun.
 - **LIAISONS PROFESSIONNELLES**
 - **O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Comment cohabiter sur le dos des travailleurs ?

POUR une victoire, cela en a été une... de la droite. Près de 55% des suffrages partagés entre la droite « classique » et le Front national. Et pourtant le Parti socialiste, mais surtout le président de la République Mitterrand, ont plus d'une raison pour ne pas trop dramatiser. Loin du raz de marée craint, venant sanctionner la gestion « socialiste », les résultats électoraux ont confortés outre mesure les attentes des socialistes.

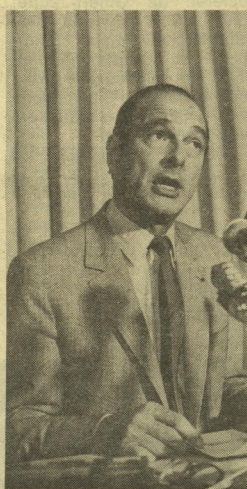
Avec ces 32% de voix, ils deviennent — et de loin — le premier parti de France en accroissant d'autant la marge de manœuvre dont pourra disposer Mitterrand durant les mois à venir. Manifestement, comme nous le soulignons déjà au cours de notre campagne anti-parlementaire, cinq années de pouvoir n'ont pas usé autant que ça le Parti socialiste, qui garde encore intactes ses possibilités de revenir au pouvoir dans des délais plus ou moins courts.

Certes, la constitution d'une nouvelle majorité de droite « classique » n'a pu être évitée, mais l'objectif principal escompté par le changement du mode de scrutin, celui de « casser » l'électorat de droite en deux en favorisant l'émergence d'un électorat potentiel du Front national, a réussi outre mesure. Plus d'un notable du R.P.R. ou de l'U.D.F. se trouve

aujourd'hui placé dans la « triste » alternative de choisir soit une cohabitation à gauche, soit d'accepter l'aide des élus du F.N. : le méchant loup de l'histoire. Quelle réussite pour le P.S. devant les grimaces gênées de la droite « responsable », obligée, même au Parlement, de se trouver constamment exposée au chantage de Le Pen. Qu'importe alors si, comme tel est déjà le cas, l'U.D.F. et le R.P.R. s'entendent comme larons en foire dès qu'il s'agit de partager le fromage institutionnel ! Le Parti socialiste, lui, lorgne sur les 40% de suffrages.

Mission accomplie aussi à gauche. Le Parti communiste français, désormais marginalisé sur l'échiquier politique, subit de plein fouet les contre-coups de ses inconséquences sectaires et les effets de l'opération de déstabilisation menée à son égard par le P.S. Arrivé au pouvoir de nouveau (après avoir fait peau neuve par rapport à l'ancienne S.F.I.O.) grâce aux votes communistes et à la dynamique de l'Union de la gauche, il était vital pour son avenir de lever l'hypothèque communiste qui grevait la majorité présidentielle.

Maintenant on peut dire que c'est chose faite. On mesure sans doute mieux aujourd'hui le coup de maître réalisé par Mitterrand en 1981. En associant le P.C. au destin du gouvernement et en lui faisant partager ses « choix de gestion » d'abord,



puis en lui faisant porter la responsabilité de la rupture de l'Union de la gauche, il a par la même « coupé l'herbe sous le pied » à des possibles reports de voix sur le P.C. des déçus du socialisme. Il ne sert pas à grand chose, en tout cas, à la mariée communiste de crier à la trahison et d'en appeler à l'action des travailleurs. On n'est jamais trahi que par les siens et le P.C. paye aujourd'hui le prix de sa démagogie.

Tout semble donc confirmer que, dans un avenir plus ou moins proche et souhaité par le P.S., peut-être dès les prochain-

es échéances présidentielles, la nouvelle « majorité de progrès » puisse voir le jour. Les éléments constitutifs sont déjà en place, seul un électorat suffisant fait encore défaut ; mais les socialistes ont de bonnes chances, on l'a vu, d'espérer...

Les commentateurs politiques, en tout cas, ne se sont pas privés de souligner comment une très large majorité de Français s'était reconnue dans une sorte de « juste milieu » (symbolisé à gauche par le P.S. et à droite par le R.P.R. ou l'U.D.F.), en isolant les formations « extrémistes ». Les 10% de voix communistes faisant pendant aux 10% de celles du Front national. N'est-on pas allé jusqu'à se réjouir dans les journaux de « gauche » du choix « judicieux » des Français, permettant l'« alternance » tout en manifestant la volonté de voir poursuivie par la droite, sans trop de modifications, la politique menée jusque-là par les socialistes !

Dans d'autres circonstances, ce genre d'appréciations aurait été accompagné par un éclat de rire. Même pas ! Cela prouve (s'il était nécessaire) l'ampleur du « consensus », réalisé autour des thèmes de la « gestion raisonnable » du capitalisme et de la crise. Droite et gauche associées dans une même volonté de gestion efficace de notre société de classe : le dernier voile derrière lequel pouvait se cacher le « socialisme à la française »

vient de tomber et avec lui l'illusion réformiste.

Mais, ainsi que nous le craignons dès 1981, les déceptions engendrées par les promesses « non tenues » n'ont pas signifié chez les travailleurs la perte de confiance dans le changement par les partis politiques, mais plutôt la perte de confiance en toutes possibilités de changement.

Que les socialistes, les chiraquiens ou les lepénistes aient pu, chacun à leur manière, se réjouir des résultats obtenus, on peut aisément le comprendre bien que les uns et les autres risquent de vite « déchanter » devant une situation qui reste très mouvante. Que la gauche parlementaire puisse quant à elle espérer tirer son épingle du jeu, on le comprend aussi. Mais les travailleurs dans tout ça ?

Rarement, d'une manière aussi claire, la victoire des politiciens, de gauche comme de droite, aura coïncidé avec une défaite aussi nette des travailleurs. Ainsi, de calculs électoraux en calculs électoraux, les partis de gauche et aussi les gauchistes à leur manière les auront-ils entraînés dans l'impasse actuelle. Le dos au mur, ils n'ont plus qu'eux-mêmes et leur luttes pour pouvoir se tirer d'affaire. Sauront-ils en déduire les conséquences qui s'imposent ?

GAETANO
(Gr. Paris 15^e)

Ce n'est qu'un début... le combat des chefs continue

LE grand cirque de la cohabitation a commencé sa représentation. Certes, il s'est produit quelques petits déchirements et grands tiraillements dès que Chirac s'est attelé à la rude tâche de répartir les maroquins. Il y a forcément, et d'ores et déjà, des déçus de l'après-16 mars...

La gestion de l'Etat ne devrait pas poser de problèmes majeurs puisqu'il s'agit de la continuation de la même politique par — à quelques détails près — les mêmes moyens, en changeant seulement les acteurs sur le devant de la scène. Mais voilà, ce qui risque d'animer le paysage c'est que, dès le 17 mars, nous sommes entrés de plain-pied dans la campagne des présidentielles. Maintenant que les rapports de force sont précisés, les hostilités vont s'intensifier.

Le R.P.R. et l'U.D.F. ne disposent d'une courte majorité dans l'hémicycle qu'avec l'appoint de quatorze « divers droite », gens par définition indéfinissables, incontrôlables et impévisibles. Grâce, aussi, au bienheureux concours des lointaines populations de Polynésie et de Wallis-et-Futuna (6 000 électeurs dans ce charmant archipel...). Voilà, soit dit en passant, une excellente raison pour que ces T.O.M. demeurent éternellement français.

Le président de la République qui connaît bien son monde politique sait parfaitement que dans cette majorité étroite, molle et floue, il pourrait à l'occasion trouver des personnages

compréhensifs et aux convictions réversibles. On comprend donc l'ardent désir de la droite, exprimé avec leur fougue coutumière par Pasqua et Gaudin, de revenir à ce bon vieux scrutin majoritaire qui permet de se tailler des Wallis-et-Futuna dans l'Hexagone et qui lui aurait donné 30 ou 40 sièges de plus.

Un double transfert

Si le R.P.R. et l'U.D.F. se trouvent gênés aux entournures bien que les électeurs aient voté à 55% à droite, c'est parce que le Front national a réa-



lisé son score, pour une large part, à leur dépens. Le vote pour le Front national demeure, pour l'essentiel, celui d'une partie des classes moyennes, des boutiquiers, aux sentiments xénophobes exacerbés par la crise. Néanmoins, le F.N. a réussi à capter une portion de l'électorat communiste, parfois importante.

La gauche, elle, a réalisé son plus mauvais score depuis une vingtaine d'années et pourtant avec plus de 31% le P.S. a obtenu un résultat inespéré. Certes, en 1981, il avait accompli un étonnant exploit avec 37,51% mais ces législatives venaient après la victoire de Mitterrand et furent marquées par un taux record d'abstention (30%). Il convient donc de comparer avec ce qui est comparable, les 24,70% de 1978, les 26% de Mitterrand au premier tour des présidentielles. L'examen détaillé du scrutin prouve que le Parti socialiste a bénéficié d'un large transfert de voix communistes.

L'irrésistible déclin

La machine à plumer la volaille communiste, mise au point par Mitterrand, a donc encore une fois parfaitement fonctionné. Le Parti communiste français est passé en dessous de cette fatidique barre des 10%, revenant au niveau des années 30.

Il ne s'agit pas du « faux-plat » dont parlait Marchais lors du score minable des cantonales de 1985, mais bel et

bien de l'irrésistible déclin : 29% en 1946, 25,76% en 1951, 22,46% en 1967, 20,55% en 1978, 15,39% aux présidentielles, 11,20% aux européennes, 9,7% en 1986...

Si une large part de l'électorat communiste traditionnel a été captée par le P.S., si une fraction généralement plus réduite a donné ses voix à Le Pen par xénophobie, un secteur non négligeable a persisté dans l'abstention. C'est sans doute pourquoi le taux de celle-ci, près de 22%, est l'un des plus élevés, aux législatives, depuis vingt ans (hormis celle de 1981, cuvée hors concours...). Il atteint un niveau record dans certaines zones à forte population ouvrière : parfois plus de 30% en Seine-Saint-Denis, dans la banlieue Est de Lyon, dans la région stéphanoise (jusqu'à 36 et 39% dans certains quartiers ouvriers).

Il s'agit certainement de travailleurs qui n'acceptent pas la politique de « rigueur » des socialistes mais qui n'oublient pas non plus le double jeu acrobatique du P.C. de 1981 à 1984. De là à espérer que cet abstentionnisme soit le signe précurseur d'une prise de conscience, d'un réveil de la combativité... A noter enfin le laminage de l'extrême gauche et, en particulier, l'échec de la tentative du M.P.P.T. : la perspective d'un départ à zéro pour reconstruire un parti d'« avant-garde » prolétarien, pur et dur, n'emballa pas les foules !...

SÉBASTIEN BASSON

Gibert-Jeune sur Radio-Libertaire

CHAQUE samedi (12 h à 14 h), sur Radio-Libertaire, l'émission « Chronique syndicale » invite des syndicalistes à débattre à l'antenne des luttes qu'ils mènent dans leurs entreprises. Samedi 22 mars, l'un des invités était le délégué syndical de Gibert-Jeune.

Il a pu ainsi expliquer clairement la situation du magasin de la place Saint-Michel, qui avait été partiellement endommagé à la suite d'un attentat le 4 février dernier (1).

Nous reproduisons ici une partie de ses propos et verrons la semaine prochaine quels moyens d'action le personnel de chez Gibert entend mettre en œuvre.

CHRISTOPHE

(1) Cf. « Monde libertaire » n° 607 et 609.

— **Radio-Libertaire** : Gibert-Jeune est un cas, nous semble-t-il, important dans la mesure où il préfigure peut-être des pratiques patronales qui sont en train de se mettre en place. Christian, qui est élu C.G.T. de Gibert, nous parlera de cette lutte.

Tu pourrais peut-être nous faire un peu l'historique de ce phénomène, sachant qu'avant les licenciements et l'attentat, il devait déjà se passer des choses dans cette entreprise.

— **Christian** : Oui, il se passait déjà pas mal de choses au niveau de la lutte syndicale et des problèmes que les salariés se posaient chaque jour, que ce soit pour les conditions de travail, les salaires ou tout simplement sur la liberté de s'exprimer. Même en ce qui concerne la liberté de circuler, il y avait sans cesse de la part de la direction des refus, des agressions...

— **R.L.** : C'est-à-dire que la liberté syndicale était quelque chose de difficile à faire respecter chez Gibert ?

— **Ch.** : Difficile à faire respecter, difficile à obtenir, mais qu'on avait quand même arraché à la direction avec pas mal de détermination et de motivation de la part des militants C.G.T. On avait obtenu un

comité d'entreprise (C.E.), ce qui était une grande chose. Le C.E. réunissait toutes les sociétés de Gibert-Jeune, donc les trois magasins : quai Saint-Michel, place Saint-Michel et Strasbourg/Saint-Denis, qui sont les trois unités commerciales de Gibert-Jeune et qu'il ne faut pas confondre avec Joseph-Gibert.

— **R.-L.** : Sachant que c'est la même famille et qu'ils se soutiennent sur le marché à l'occasion, quand même !

— **Ch.** : Oui, tout à fait, ils ne se font pas de concurrence. Ce sont de bons amis, de bons cousins germains, qui d'ailleurs pratiquent les mêmes mesures vis-à-vis du personnel... la même politique

organisation(s) syndicale(s) ou bien de casser la masse salariale, du fait de la réembauche d'un nouveau personnel sans ancienneté.

— **Ch.** : On a deux éléments... La direction a eu l'audace d'annoncer lors des négociations à la préfecture que si la mesure a été prise, c'était tout simplement pour ne pas payer les indemnités et pour liquider tous les acquis. Quatre-vingt-une personnes, cela représente 1,320 milliard de francs lourds de droits, liés à l'ancienneté. Ils ne s'en sont pas cachés.

Le deuxième élément, c'est qu'ils l'ont déjà fait... Entre 1969 et 1971, ils ont vidé le personnel du jour au lende-

main pour faire des travaux pendant deux ans. Evidemment, ils n'ont pas réembauché les mêmes...

— **R.-L.** : Un patronat musclé donc...

— **Ch.** : Musclé dans ses pratiques et réactionnaire sur le plan politique. On sait qu'ils avaient des appartenances d'extrême droite et qu'ils ont eu des problèmes à la Libération.

— **R.-L.** : Il y a donc des liens avec le fascisme et l'Action française ?

— **Ch.** : On a des coupures de presse qui datent de la Libération et qui prouvent un certain nombre de choses sur leur collaboration pendant la guerre.

— **R.-L.** : A mon avis, vous vous trompez ! Si l'on en croit Edmond Maire, le patronat a changé... Ça n'existe plus les patrons d'extrême droite.

— **Ch.** : Malheureusement si ! Un exemple : le 4 février, la bombe a explosé... on s'aperçoit que seulement deux étages d'un magasin sont touchés. On réduit le personnel. Le directeur du personnel nous dit de rentrer chez nous, que l'on va être mis au chômage technique. Pas du tout ! Le lundi suivant, 81 personnes reçoivent une lettre de rupture du contrat de travail. Donc les pratiques patronales n'ont pas changé...

Cette bombe était la bonne occasion pour virer le personnel et liquider tous les acquis. D'ailleurs, moins de dix jours après, à la séance exceptionnelle du C.E., que voit-on

apparaître ?... Liquidation du 13^e mois, remise en cause des acquis d'entreprise et des accords d'entreprise. C'est clair ! Ils ont fait eux-mêmes la démonstration de ce qu'ils voulaient vraiment...

— **R.-L.** : Est-ce que l'activité commerciale, du fait de l'incendie des deux étages, aurait pu continuer sur une partie du magasin ?

— **2^e invité** : Avant, je crois qu'il faut revenir sur l'aspect juridique de ce qu'est la force majeure.

Si le salarié a commis une faute, les prud'hommes tranchent, la rupture est du fait du salarié et il ne perçoit pas les indemnités. Dans le cas contraire, s'il y a licenciement ou rupture abusifs, c'est à l'employeur de verser des dommages et intérêts, des indemnités de préavis et de licenciement.

La force majeure est l'exception qui dégage l'employeur de toute responsabilité. Il est vrai qu'à cette occasion, la direction de Gibert a forcé l'admiration de certains milieux patronaux, au niveau des juristes.

Elle a osé faire ce que beaucoup n'osaient pas faire. Elle a invoqué abusivement la force majeure, mais il faudra le prouver (il y a actuellement un recours devant les tribunaux). C'est le cas le plus défavorable dans le droit du travail. Toutes les procédures ultérieures, qui ont été acquises par les travailleurs dans leurs luttes et qui sont codifiées, ne sont plus applicables.

— **R.-L.** : En règle général, quand il y a des élus du personnel et qu'une procédure de licenciement est engagée collectivement, pour que ces élus puissent être licenciés, il faut une autorisation de l'inspection du travail. En cas de force majeure, on peut liquider le secrétaire du C.E. ou le délégué syndical sans autorisation préalable.

— **Ch.** : C'est ça... L'employeur n'a plus l'obligation de respecter une quelconque procédure. Il est déchargé de toute responsabilité, à la fois individuelle vis-à-vis de chacun des salariés, et collective vis-à-vis des institutions.

Il liquide tout à condition de faire la preuve que son entreprise est détruite. Or là ce n'est pas le cas du tout. C'est justement là qu'est le flagrant délit de la part de Gibert-Jeune. Un magasin sur trois est touché, et seulement deux niveaux sur sept. Il y a quelques travaux à faire et donc seul le chômage technique aurait dû être engagé. Gibert est allé beaucoup plus loin. On pourra peut-être resituer cela dans le contexte politique actuel où l'on cherche à faire de la jurisprudence et de la déréglementation à tout crin et dans tous les secteurs.

(fin de la 1^{re} partie)

Avec le printemps revoilà les expulsions

ON expulse pas, traditionnellement, les pauvres en hiver, sauf certains squatters... Traditionnellement, la « période d'hiver » prend fin en mars, donc la paix fait place à la guerre aux défavorisés qui ne peuvent plus payer leurs loyers, aux jeunes travailleurs précaires, aux chômeurs, etc.

De plus, les projets de « réhabi-

en bref...en bref...

* Daniel Tardif et Patrick Bougeard ont mené une grève de la faim, du 7 au 19 mars, pour protester contre le Crédit agricole qui a un rôle de monopole quant au financement des exploitations agricoles de jeunes agriculteurs. Daniel et Patrick ont obtenu, avec l'aide de leur comité de soutien que soit revu en leur faveur un plan de financement acceptable. Pour plus de renseignements : C.N.S.T.P., 46 rue de Sedaine, 75011 Paris (tél. : (1) 48.06.14.70).

* Sous l'égide du ciné-club Louis-Delluc, sera projeté un film sur le compagnonnage et les problèmes qu'il rencontre actuellement. De nombreuses personnalités seront là pour en débattre et répondre aux questions que vous leur poserez... mercredi 26 mars, à 20 h 30, au 16, rue Cadet, 75009 Paris.

litation » de certains quartiers, freinés pendant l'hiver, se concrétisent dès les beaux jours revenus : expulsions massives et démolition des immeubles « à rénover », sans aucune perspective de relogement pour les familles chassées par les C.R.S. et les bulldozers.

Ainsi, vingt-trois familles viennent d'être expulsées dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris, dans des conditions scandaleuses : les flics attrapant un à un les locataires des immeubles promis à la démolition, certains à leur retour du travail, et leur laissant juste quelques minutes pour rassembler leurs affaires.

La Confédération générale du logement (C.G.L.) et la Confédération nationale du logement (C.N.L.) ont protesté contre ces expulsions, tant à Paris que dans d'autres villes de France, réclamant « des aides pour les familles en difficulté, mais pas d'expulsion ni de saisie » et rappelant qu'elles agiraient si la nouvelle majorité voulait s'attaquer à la loi Quilliot ou à la loi de 1948.

Sous prétexte de « rénover », il est bien évident que le but est de déporter les plus pauvres dans les banlieues dortsitoirs pour faire place nette aux favorisés dans le centre des grandes villes. Vivre dans son quartier est désormais un privilège de nantis. Va-t-on se contenter longtemps de ce simple constat ?

GIL

Recherche modernité, désespérément

A PRÈS l'échec d'une première initiative sur l'emploi fin 1984 (50 manifestants dans les rues de Brest), l'union locale C.F.D.T. organisait le 7 février dernier un forum beaucoup plus ambitieux. Mis sur pied avec l'aide de l'union régionale interprofessionnelle Bretagne, ce forum avait comme règle du jeu de faire dialoguer, sur un ton détendu, patrons de P.M.E. locales et leaders syndicalistes « modernistes ». Avec l'intention arrêtée d'ouvrir une nouvelle voie dans le sauvetage et la création d'emplois : la « collaboration conflictuelle » entre dirigeants et salariés.

L'emploi

« Faire reculer le chômage autrement que par des discours. » Les organisateurs affichaient le chiffre de 1 500 emplois sauvés ou créés, principalement dans les entreprises en difficultés. Le message est clair : « Notre action pour l'emploi ne réussira que si elle a pour cadre des entreprises performantes ». Aussi les propositions iront-elles dans ce sens :

- aménagement et réduction du temps de travail : appels au volontariat pour travail à mi-temps, diminution des horaires avec compensations partielles, flexibilité des horaires, etc. ;
- récupération systématique des heures supplémentaires, compensation des nuisances sous forme de réduction du temps de travail ;
- propositions syndicales pour une politique commerciale dynamique : augmentation de la production, création de secteurs nouveaux, diversification de la production, fonds salariaux, etc.

Il faut être clair : tout n'est pas négatif et les grands principes n'ont jamais nourri personne. Mais les leçons de syndicalisme de la C.F.D.T. - Bretagne méritent quand même qu'on mette son nez dans ce fatras et que l'on fasse quelques réflexions, moins humanitaires, mais certainement pas inutiles.

Il est évident qu'avant toute négociation de ce type, le contrôle syndical doit s'exercer avec autant de suspicion et de précision que possible sur la transparence de la gestion de l'entreprise. Des militants de base reconnaissent que le comité d'entreprise, averti en désespoir de cause, prend trop souvent des décisions en catastrophe et sans réel pouvoir de contrôle sur la gestion, donc sur le profit.

Tout est là, l'action syndicale « renouvelée » s'est donnée pour but de maintenir ou d'accroître le profit de l'entreprise, grâce aux sacrifices et aux acrobaties salariales des employés. La grosse bonne confiance naïve des syndicalistes bretons en leurs employeurs a quelque chose de touchant.

Si les salariés sont les premiers (et souvent les seuls !) à être mis à contribution, la justice sociale n'est abordée que de très loin et de manière caricaturale ; pourtant amputer un salaire n'a pas les mêmes conséquences pour un cadre que pour un smicard. Mais la lutte contre les aberrations de la hiérarchie

ne rentre pas dans la course à la compétitivité, si prisée par nos syndicalistes. Et que dire des conditions de travail (hygiène, horaires) qui vont en se dégradant ? Qu'importe ! Seule la santé de la boîte est vraiment à l'ordre du jour.

La C.F.D.T. annonce la couleur

Il est clair que le véritable enjeu de ce forum n'était pas tant les 1 500 emplois « sauvés » (chiffre invérifiable) que la publicité faite autour de la nouvelle vérité syndicale. Ce n'est pas un hasard si Jean Kaspar, le plus « branché » des cédétistes et chouchou de l'union régionale interprofessionnelle Bretagne, présidait en personne ce meeting syndical tout à la gloire des patrons.

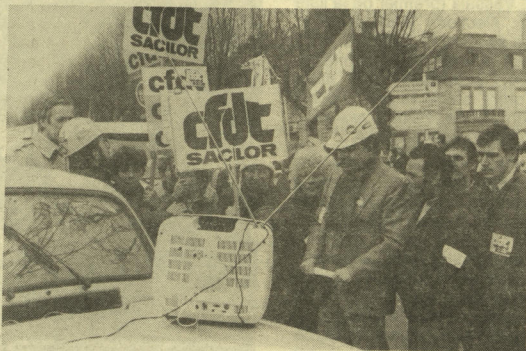
Refusant l'idéologie et la langue de bois, les « réalistes » syndicaux se sont surtout préoccupés de savoir quelle théorie ils allaient pouvoir plaquer sur ces expériences. Et là, on est pas avarié de formules choc : « L'autogestion est une démarche. Mais on a trop longtemps oublié qu'il y avait le mot gestion dedans ». Saluons également la naissance du « couple intelligent » (patron-syndicat) — « dans le lit de la marquisse... ». Malheur à l'insolent qui parlera de cogestion. Restons poli !

Ce n'est pas un hasard, non plus, si le Parti socialiste local est largement dominé par les rocardiens. Le catholicisme de la « terre des prêtres » a profondément marqué les mentalités (via la J.O.C.) et fait un retour en force auprès des travailleurs désemparés par la crise.

Publicité mensongère ! Le modernisme n'est qu'une remise au goût du jour de la vieille coopération entre patronat et salariés sous le mot d'ordre « on est tous sur la même galère ». Au secours ! la C.F.T.C. est à gauche.



Absent de Brest, Edmond Maire a voulu, lui aussi, apporter sa pierre à l'édifice de la modernisation. Même s'il est plus nuancé que les syndicalistes bretons, ses déclarations (à titre personnel) prouvent que « Vive la crise ! » est en train de devenir la bible d'un certain syndicalisme : « Le capitalisme (...) s'est profondément transformé, il n'est plus ce qu'il était. (...) Le dynamisme du marché est irremplaçable... La lutte des classes est une idée confuse qui n'explique plus les choses. »



Mais ces pitreries annoncent aussi la fin de beaucoup d'illusions, lorsque Maire assène sa dernière trouvaille : « La hiérarchie des salaires est trop écrasée ». Ainsi, après s'être heurtés à la C.G.T. et à F.O. pendant des années pour refuser des augmentations en pourcentage (donc hiérarchisées), les dirigeants de la C.F.D.T. semblent lâcher les bas salaires. Il reste qu'avec l'habitude des « petites phrases », les têtes pensantes de la C.F.D.T. ressemblent de plus en plus à des despotes éclairés et de moins en moins à des démocrates.

Replâtrer ou reconstruire ?

Si le sauvetage de leur emploi a pu éviter l'A.N.P.E. à certains salariés, tout est loin d'être

gagné. L'étude de la C.F.D.T. le montre sans vouloir approfondir : ces postes de travail durement épargnés sont bientôt menacés par la logique de la société.

- Modernisation, informatisation, robotisation. Ainsi, cent mille emplois sont menacés (un sur quatre) selon les chiffres de l'Agence pour le développement informatique. Qui disait, déjà, que les emplois supprimés dans la sidérurgie seraient compensés par le secteur tertiaire ?

- Evolution des conditions économiques : le prix fluctuant des matières premières (lait, pétrole, etc.) bouleverse des stratégies économiques, hors de l'action des salariés.

- Impasse de la productivité : la mode est au dynamisme et à l'augmentation de la production. Produire plus, le

tout est de savoir pour qui ? La baisse du pouvoir d'achat et l'incohérence de la production laissent sceptique sur l'écoulement des produits fabriqués.

Que les salariés le souhaitent ou non, la révolution est dans l'air. Pas la leur ! Celle de l'appareil de production qui en enverra plus d'un à la rue. A l'organisation révolutionnaire de profiter de ces bouleversements pour secouer les cadres ordinaires de la vie, regrouper les désillusions, faire naître l'insatisfaction par rapport aux valeurs habituelles et aux propositions « réalistes ». A nous de savoir proposer des buts accessibles et concrets qui, en dénonçant le profit, permettent aux hommes et aux femmes de passer sans heurt de leur expérience familière à une expérience nouvelle (personne n'aime se retrouver brusquement en dehors de ce qui lui est familier).

A nous de savoir éduquer par des exigences successives vis-à-vis du système. S'il y a réformes, c'est que la population commence à perdre toute illusion sur les valeurs du passé et de son mode de vie. Elle ne sait pas ce qui en sortira, mais elle sent que le système en vigueur se détruit lui-même et que son incohérence le conduit à l'impasse. Nous voulons une révolution, non une révélation. A nous de la construire patiemment.

J.-P. LE DU
(Brest)

EXTRÊME DROITE

A qui le tour ?

LA victoire incontestable du Front national aux législatives semble avoir provoqué un électrochoc dans le sale ramage de l'extrême droite. Qu'on en juge : la veille des élections, quelques heures avant l'ouverture des bureaux de vote, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* recevait une visite explosive. Une bombe de forte puissance, qui n'a fait par miracle aucune victime.

Que *Jeune Afrique* aie toujours défendu des thèses occidentales n'a joué en aucune façon... Dans les cerveaux malades des poseurs de la bombe, seul le mot « Afrique » a compté. Dans un communiqué des plus bouffons, « Charles Martel » déclare lutter contre l'« incroyable invasion africaine ». Terriblement simpliste... et efficace !

Le lendemain des élections, c'est le siège des Jeunes Communistes qui a subi l'attaque d'un commando se réclamant du Front national ; locaux saccagés, puis incendiés. Demain, à qui le tour ?

L'arrivée de Le Pen et de sa bande à l'Assemblée nationale déplaît évidemment aux fascistes décidés depuis longtemps à « aller plus loin ». Certains n'hésitent pas à juger Le Pen « trop mou », trop légaliste, trop respectueux des institutions républicaines, et préfèrent des méthodes d'actions plus expéditives.

On se souvient de la vague d'attentats néo-nazis et néo-fascistes en 1979-1980 visant des travailleurs immigrés, des militants communistes, syndicalistes, gauchistes, etc., des imprimeries alternatives, des lieux de culte juif, les écoles du Marais... Va-t-on vers un renouveau de ce type d'agressions, menées par des déçus du « lepénisme » ou des activistes de toujours ?

Une chose semble établie : Le Pen va avoir du mal désormais à contrôler ses fidèles. Son entrée à l'Assemblée, sa reconnaissance par une partie de plus en plus importante de la population (ce qui n'a rien à voir avec les artifices de mode de scrutin, contrairement à ce qu'affirment les socialistes !) marquent pour certains militants fascistes la fin du règne de la respectabilité. Il est temps de s'en rendre compte ! Forts de leurs milliers de sympathisants, les fascistes n'ont plus aucune raison de se laisser emmerder par quelques antiracistes sur le marché ou lors de leurs meetings. A Croissy, un petit colleur d'affiches socialiste en est mort, et tout le monde l'a déjà oublié... Si le mouvement ouvrier ne se réveille pas, la facture risque d'être très salée dans peu de temps !

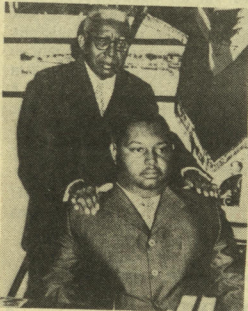
GIL

Duvallier toujours en vacances

GRASSE, ville petite-bourgeoise de 50 000 habitants, est en ébullition. Nous y « accueillons » effectivement l'ex-dictateur d'Haïti, « Bébé Doc », assassin et voleur de son peuple. Le maire, un notable de droite, M^e Hervé de Fontmichel, interrogé sur F.R.3/Côte-d'Azur s'étonne et explique qu'il n'était pas prévenu de cette arrivée.

M. Jacques Médecin, sénateur-maire de Nice et président du Conseil général (entre autres), explique lui que cet homme doit bien trouver à se loger quelque part. Le Parti socialiste diffuse un communiqué exprimant son indignation. Le P.C.F. et la C.G.T. improvisent en hâte un rassemblement devant la sous-préfecture et la mairie, le vendredi 7 mars, en appelant à une manifestation le lendemain sur la place centrale de cette bourgade.

Trois cents personnes se sont réunies à cette occasion, la moitié appartenant au parti communiste, l'autre étant composée de révolutionnaires, trotskystes, alternatifs,



autogestionnaires du P.S.U., jeunes sympathisants libertaires et anarchistes. Nous sommes partis de la place centrale pour rejoindre l'entrée du chemin qui mène à la luxueuse villa louée par l'ancien président à vie Duvallier.

Là, nous apercevons que le passage est bouchée par des barrières métalliques et une vingtaine de flics municipaux, bedonnants et constipés sous leurs vieux uniformes et leurs képis. C'est à cet endroit que les fonctionnaires du parti communiste, l'ancien maire M. Vassala (premier de la liste aux élections législatives) et son second, M. Caressa, décident d'arrêter la manifestation, scandant des mots d'ordre préparés pour l'occasion : « "Bébé Doc" assassin, Mitterrand complice ! ».

Mais ces deux personnes étaient les seuls à vouloir attendre l'arrivée d'une équipe de la station régionale de F.R.3, en criant ; l'ensemble des manifestants communistes et révolutionnaires voulant progresser vers la maison de Duvallier et l'atteindre. La foule s'avance vers les barrières métalliques. Les jeunes sympathisants anarchistes franchissent les barrières sur le côté et les renversèrent. Tout alla très vite... les autres révolutionnaires et la « base » communiste se ruèrent dans l'étroit chemin emportant les flics grassois, les inspecteurs en civil et les dirigeants communistes, totalement dépassés, sur quelques centaines de mètres.

Mais, malgré toute notre volonté, nous nous heurtons au bout du chemin, quelques

pas avant la villa de l'assassin du peuple haïtien, à un barrage plus consistant et plus résistant de C.R.S., munis de leur habituelle panoplie : matraques, cars et lacrymogènes. De plus, la présence de la télévision régionale fit se rappeler au candidat du P.C.F. qu'il fallait contrôler les « masses » et non les subir !

Je voudrais, à travers ce récit, signaler que les militants communistes, il ne faut pas l'oublier, peuvent avoir des réactions et des envies politi-

ques totalement différentes de celles des fonctionnaires-candidats du parti, et qu'ils le montrent de plus en plus souvent. Qu'il est possible que des manifestants n'aient plus peur des flics et qu'ils les fassent ployer, reculer, voire céder ! Enfin, que l'ensemble des jeunes présents a eu envie d'agir et qu'ils l'ont fait hors des dogmes et des partis, en toute conscience libertaire !

Après cette manifestation, la lutte a continué. Le 14 mars,



Duvallier : « Etait-ce bien raisonnable de reprendre du foie gras ? »

dans un mouvement spontané et autonome, plus de cent lycéens du seul établissement secondaire de Grasse, révoltés par la présence de Duvallier et la quasi-acceptation de ce fait par toutes les institutions politiques, syndicales et associatives, se sont réunis et ont parcouru la ville de 17 h à 21 h, bloquant les principaux axes routiers, les carrefours de nationales et de départementales proches de la luxueuse villa de Duvallier. Des « sit-in » ont été tenus et des barrages de cyclomoteurs et de motos ont été mis en place. La manifestation a été rejointe par des jeunes non scolarisés ou suivant un enseignement dans les lycées semi-privés et techniques.

Bien que soutenus par la majorité des automobilistes bloqués et les passants, les jeunes manifestants criant « Solidarité avec le peuple haïtien », « Duvallier dehors ! », etc., ont été malmenés, frappés et gazés aux lacrymogènes par les flics, très nombreux, n'appréciant pas de ne pas avoir été prévenus de la manifestation et d'être débordés par des jeunes. D'autres manifestations sont prévues à Grasse. A suivre, donc !

BENOÎT

« Vous pouvez nous tuer, vous ne pouvez pas tuer nos idées »

C'EST bien connu, c'est quand on est dans la merde qu'on compte ses vrais amis. Aujourd'hui, les lieux de vie sont dans la merde. Le procès de Claude Sigala et de quelques animateurs de lieux de vie a terni leur image de marque dans l'opinion publique. La répression ou plus souvent la peur de la répression ont provoqué une certaine panique dans leurs rangs et, à tout le moins, un repli sur soi tout de recroquevillements.

La circulaire de Georgina Dufoix, en instaurant l'agrément et le statut d'assistant maternel, a fait voler en éclat la cohérence d'un mouvement alternatif à la psychiatrie qui commençait à explorer les espaces infinis de l'alternative sociale, et seul un petit village d'irréductibles résiste encore et toujours aux innombrables Romains des institutions et du pouvoir.

Bref, après une montée en puissance et en cohérence qui culmina lors des états généraux de l'alternative à Nîmes en 1981, les lieux de vie ont aujourd'hui du plomb dans l'aile. La peur et la division ont succédé à l'enthousiasme et à une dynamique unifiante. Les militants de l'alternative ont cédé la place aux repentis. Les rangs des compagnons de route se sont sévèrement éclaircis. La démarche profondément libertaire des lieux de vie ne fait plus recette chez les branchés du microcosme.

Dans ces conditions, les lieux de vie ont plus que jamais besoin d'être soutenus par tout ce que ce pays compte de libertaires. Leur refus de l'enfermement, des macros structures institutionnelles, leur pratique thérapeutique basée sur un vivre avec, tout de liberté, d'égalité, d'autogestion... se situe en effet au cœur du rapport de l'anarchisme à la « folie », à la « déviance » et à la différence ; et ce serait dramatique de ne pas tout faire pour raviver cette petite flamme libertaire passablement tremblotante ces derniers temps.

Par notre solidarité, démontrons une fois encore au Vieux Monde que s'il peut nous tuer, il ne parviendra jamais à tuer nos idées.

Maylis O'Brian

Le titre de cet article est emprunté à une phrase d'un chef Indien lors de la conquête-génocide de l'Ouest américain.

Nouvelles du front

QUILÈS s'en va... arrive Giraud, vieux beau qu'on s'attendrait plutôt à voir à la sortie des écoles avec un sac de bonbons. Les ministres de la Défense nationale se succèdent et les canards (en partant, chaque ministre lâche un de ces palmipèdes dans une mare qui n'est pas le Pacifique) cohabitent : bonjour Debré, salut Henu... La répression, elle, demeure et risque de durer dans un proche avenir.

Faisons donc le tour du front et constatons que cela tombe — les procès — comme à Gravelotte ! Le 21 mars, c'était le tour de Gilles Recochet (insoumis total) qui comparait devant le Tribunal de grande instance (T.G.I.) de Lyon... Le 25, Bruno Poirier (insoumis total, voir M.L. n°610) à 14 h se promenait du côté du T.G.I. de Bordeaux... A l'heure où le Monde libertaire boucle, nous ne connaissons pas encore les

résultats des courses, nous vous tiendrons donc au courant dans le prochain numéro.

Certains sont mauvais joueurs et font appel : c'est le cas de deux objecteurs insoumis : Jean-Paul Sultot (6 mois avec sursis et retrait du statut) et Frank Degre (6 mois ferme). Le procès en appel aura lieu le 16 avril, à 14 h, à Rennes et ils seront accompagnés par Laurent Morel (objecteur insoumis relaxé à Nantes). Là c'est le parquet qui n'a pas compris la plaisanterie de la cour et qui fait appel. Une seule fournée donc pour trois objos ! Pour l'instant, ils s'entraînent à la marche à pieds puisqu'ils organisent une marche de soutien qui aura lieu du 12 au 15 avril, de Nantes à Rennes (1).

Christophe Pottier, objecteur et militant libertaire travaillant aux P.T.T., a eu une mauvaise surprise au début du mois : une visite de deux officiers de police judiciaire munis d'un mandat

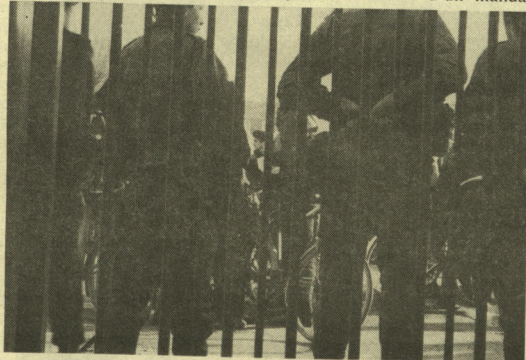
d'amener. On a eu le culot de le faire « poireauter » toute la matinée au commissariat du 20^e arrondissement de Paris, avant de le libérer. Il s'attend à une suite... car il a « oublié » de se rendre à son affectation en novembre 1981. On peut contacter son comité de soutien et signer une belle pétition, en écrivant au groupe Voline (F.A.), c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Pour conclure signalons que Remy Legendre (objecteur déserteur) passera en appel (6 mois ferme en première instance) à Angers, le 27 mai à 9 h. On peut d'ores et déjà écrire au Président de la Cour d'appel d'Angers, 49043 Angers cedex, pour que ce camarade ne connaisse pas la « paille humide » des cachots. N'oublions pas également Bruno Sanchez (insoumis total) qui est en résidence « très surveillée » à Bois-d'Arcy (maison d'arrêt, mat. 22.878, 5-10 rue Alexandre-Turpaut, 78390 Bois-d'Arcy) pour avoir gagné le gros lot : 6 mois ferme au premier tirage et 8 mois au second. Une petite lettre de félicitation lui fera sans doute plaisir.

Et si vous voulez des infos toutes fraîches, téléphonez au (16) 43.03.62.03, c'est le répondeur antimilitariste qui vous fera part des dernières nouvelles du front.

GEORGES HOST

(1) On peut participer ou aller les complimenter... Contacts : G.R.I.M., B.P. 804, 44019 Nantes cedex ou C.P.C.L., B.P. 2571, 35036 Rennes cedex.



AFFAIRE DU CORAL : LE DÉNOUEMENT JUDICIAIRE

« J'irais cracher sur vos tombes ! »

DÉCIDÉMENT, la justice de ce pays étonnera toujours ! On a beau la savoir de classe, injuste, dure aux pauvres, aboyeuse et méprisante face aux faibles, servile et carpette devant les riches et les puissants... on reste toujours confondu devant son obstination à vouloir reculer sans cesse les limites de l'intolérable. Un intolérable où elle s'épanouit sans vergogne. Toujours plus conne, plus bête, plus bouffie de médiocrité. Plus front bas. Plus méchante... plus sereine !

Dernier épisode en date de cette course sans fin en direction de l'impensable : le jugement rendu le 6 mars 1986 par la 10^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris, à propos de l'« affaire » du Coral.

Trois ans de taule pour Claude Sigala, un an et demi pour Roger Cortès... Disons-le tout net, c'est quelque part de l'ordre de l'incroyable.

Le bébé et l'eau du bain

Tout dans ce procès était foireux. Des inculpations avaient été lancées à l'encontre de Sigala et d'autres membres de lieux de vie, sur la base du délire d'un fondu de première : J.-C. Krief. Très vite, cependant on s'était aperçu que les accusations de Krief étaient fausses et qu'elles avaient été forgées de toutes pièces par ce mythomane dans le seul but de se venger.

Mais, malgré les rétractations de Krief en question, cela n'a pas empêché le juge

d'instruction Salzman de maintenir ses inculpations. Le bonhomme voulait son affaire de ballets bleus, de complot international pédophile, et il l'a eue. En la construisant de toute pièces. En inculquant, en même temps que Sigala, des pédophiles notoires comme Huryta et Labaune n'ayant jamais rien eu à voir de près ou de loin avec le Coral... un prof de musique, Durand, qui lui non plus n'avait rien à voir avec le Coral... un psychotique perpétuellement disjoncté, Lanez. En récupérant de ci de là des bribes de témoignages ambigus et maintes fois rétractés chez des enfants psychotiques, préalablement « travaillés au corps » par la police. En mélangeant tout cela et en livrant au tribunal correctionnel un dossier amalgamant des gens n'ayant rien à voir les uns et les autres, et pour ce qui concerne Sigala rigoureusement vide.

Bref, le juge Salzman avait refilé au tribunal correctionnel un drôle de bébé car l'amalgame était par trop énorme et les accusations portées contre Sigala par trop inventées. A tel point que Sigala, qui au cours d'une instruction de plusieurs années avait goûté deux fois de la paille humide du cachot à cause de la phobie pédophile d'un petit juge d'instruction en mal de fantasmes, demandait de plus en plus fort à être jugé ; persuadé en son fort intérieur qu'on ne pouvait pas condamner quelqu'un sur la base d'un dossier vide.

Dans ces conditions, on aurait pu penser que le tribunal correctionnel chercherait à sortir du merdier dans lequel l'avait

mis Salzman, en allumant les lampistes de l'amalgame, et en distribuant à Sigala une peine de principe permettant à la fois de le disculper et de ne pas trop déjuger leur malheureux collègue Salzman. Mais il n'en fut rien ! Dame justice, insensible au ridicule et bien sûr au déni de justice, a distribué du bâton à tout le monde et la question se pose de savoir pourquoi.

Laisser faire et défense de l'ordre

A mon avis deux raisons à cela. La première tient à l'attitude du pouvoir socialiste. Ce dernier, en effet, sans être à l'origine directe de l'affaire du Coral, a choisi de laisser pourrir l'instruction et de laisser le tribunal correctionnel agir selon ses instincts. Et il a choisi de laisser faire parce qu'il a très bien senti le potentiel de subversion dont étaient porteurs les lieux de vie.

La seconde tient à la logique profonde de l'institution judiciaire. Une logique qui a eu l'occasion de s'épanouir en toute « liberté » dès lors que le pouvoir lui a laissé carte blanche. Une logique qui a amené les juges à condamner Sigala, Cortès... Une logique qui est celle de tous ceux qui tout en étant quelque part les victimes du système font profession d'en être les chiens de garde.

Pensez, un pauvre bougre de juge qui dans sa vie privée ne cesse d'évoluer, comme le commun des mortels, de frus-

trations en fantasmes et de fantasmes en frustrations, ça lui est carrément insupportable d'entendre parler de tendresse, de vivre avec, d'amour... De même, lui qui est le défenseur de l'ordre, le pourvoyeur en prisonniers, ça lui est tout autant insupportable d'entendre parler de lutte contre l'enfermement. Tous ces discours l'agressent, et comme tous les agressés il s'estime en légitime défense, et il mord.

Là se situe l'essentiel de l'explication du pourquoi de ce jugement. Et nous devons bien nous en pénétrer pour extirper de nous-mêmes les dernières illusions pouvant encore y subsister.

Dans ce système, la liberté, l'égalité, la tendresse, l'amour... ne s'obtiendront pas autrement que par la lutte. Et une lutte à mort contre tous ceux qui, soit profitent directement de l'oppression et de l'exploitation, soit sont tellement aliénés qu'ils ont encore plus peur de leur possible liberté que de l'intolérable qui est leur pain quotidien.

C'est dur à admettre, mais c'est ainsi. Si on veut changer les choses et la vie, et leur faire respirer à plein poumons le parfum rare de la liberté, de l'égalité et de l'amour, il est nécessaire de s'armer de haine. Pour lutter contre la haine qu'on suscite et pour détruire l'intolérable !

Claude Sigala et les lieux de vie viennent de se faire massacrer par le pouvoir et la justice pour n'avoir pas compris tout cela. Gageons que, désormais, c'est fait !

J.-M. RAYNAUD

Il était une fois...
les lieux de vie

AL'époque lointaine des sociétés primitives et dans une moindre mesure à celle des sociétés rurales d'avant la révolution industrielle, le fou avait sa place dans la vie sociale de tous les jours. Il vaquait à des menus travaux, était connu et reconnu de tous, et ne dénotait nullement dans le « paysage ». C'était un élément à part entière de la collectivité.

Puis vint la division sociale, l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, l'Etat... et les choses se mirent alors à changer. L'institutionnalisation des choses et de la vie, mise en œuvre par un système social étatique qui n'avait de cesse de faire éclater la vie pour mieux la gérer, débouchera très vite sur l'enfermement de tout ce qui était considéré comme « déviance » par rapport à la norme. Une norme fer de lance de l'uniformité et ennemi juré des différences ! Et l'on enfermera les « fous », les vieux, les handicapés, les malades, les délinquants, les pré-délinquants, les post-délinquants... prétendument pour mieux les soigner !

Les soigner ? Claude Sigala et d'autres, qui travailleront à un moment donné dans des hôpitaux psychiatriques et autres institutions spécialisées dans la gestion des « fous », firent justement l'expérience de l'incapacité chronique de ces institutions à guérir quoi que ce soit et pire ils découvri-

rent que la logique de l'institution empêchait la guérison.

Fort de cette expérience qui avait mûri au contact des Deligny, Gattary, Gents... et d'une manière générale de tout le mouvement antipsychiatrique, ces quelques personnes fondèrent le Coral en septembre 1975 dans le Gard.

Très vite, deux nouveaux lieux se créèrent (Les Pavannes, près de Forcalquier, et les Brunets dans les Alpes-de-Haute-Provence) et, en février 1977, un réseau était créé sous forme associative. Il s'agissait de « mettre à la disposition des individus et des groupes s'occupant d'alternative à la psychiatrie un organisme rendant des services tels que (la) réception des demandes de prises en charge, (la) connexion des individus ou des groupes entre eux... ». Le Collectif réseau alternatif à la psychiatrie, le C.R.A.P., était né.

Du C.R.A.P. au C.R.A.

Le C.R.A.P. regroupait des lieux de vie, c'est-à-dire de petits collectifs accueillant des enfants ou adolescents autistiques, psychotiques... et d'une manière générale tous les laissés-pour-compte de l'hôpital psychiatrique. Dans ces petits collectifs, le « vivre avec » en toute liberté, égalité, autogestion, affection, écoute, disponibilité... vertébrait la démarche thérapeutique. Ce « vivre avec » en direct de la

nature, de la plage, des animaux, se voulait librement choisi.

Le lieu de vie et le futur accueilli faisaient l'expérience de quelques jours ensemble afin de voir si le courant passait ou non entre eux. De plus, les lieux de vie se voulaient de simples passerelles vers la réinsertion sociale. Leur vocation était d'avoir des accueillis en simple transition. Et pour préparer cette transition quoi de mieux que les voyages dans d'autres lieux, vers d'autres gens, d'autres paysages... tous partie prenante du réseau.

Tels étaient les grands axes de ce C.R.A.P. qui accueillait

ceux dont plus personne ne voulait et toutes les mauvaises consciences vivantes des hôpitaux psychiatriques, des D.D.A.S., des juges pour enfants... et qui réussit à faire renaître un certain nombre de ces voyageurs sans bagage de l'ombre.

Très vite cependant, le C.R.A.P. comprit qu'il était dangereux pour lui de se laisser enfermer dans la seule alternative à la psychiatrie. A terme, il risquait de se transformer en une mini-contre-institution. Et de cela, il ne voulait pas, conscient que l'être profond des lieux de vie, leur logique profonde les ame-

nait à s'inscrire dans la perspective d'une alternative globale au Vieux Monde.

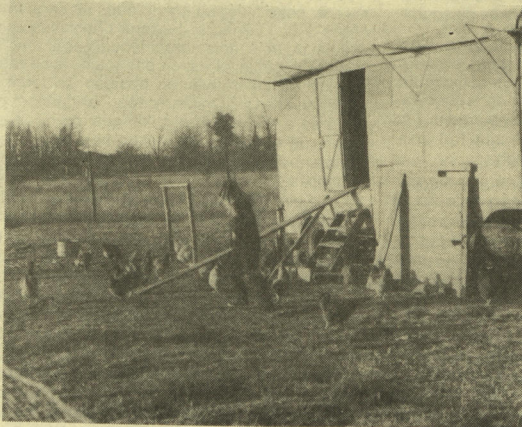
Aussi le C.R.A.P. devint-il en 1978 le Collectif réseau alternatif (C.R.A.). En 1981, les états généraux de Nîmes permettaient à cette mutation de s'épanouir. Des dizaines d'« alternatives » différentes se rencontrèrent, parlèrent, et posèrent les premières pierres d'une alternative sociale. Les lieux de vie étaient alors à leur apogée.

En janvier 1983, la circulaire Georgina Dufoux mettait les lieux de vie en demeure d'être agréés par elle et d'adopter le statut d'assistant maternel. Cela signifiait la disparition du libre choix, l'obligation d'accueillir n'importe qui... l'institutionnalisation était en route.

Face à cette offensive institutionnelle les lieux de vie menacés de mort, et à tout le moins de perdre leur âme, tentèrent d'organiser la résistance. C'est à ce moment qu'éclata l'« affaire » du Coral. On connaît la suite. Aujourd'hui, les lieux de vie sont exangues, peu nombreux, divisés, affaiblis.

Mais ils renaîtront de leurs cendres. La liberté finit toujours par triompher de l'enfermement. La vie finit toujours par vaincre la mort. Il était une fois les lieux de vie. Il sera une fois les lieux de vie. Nous y contribuerons.

J.-M. R.



N'achetez pas...

THE Sun **NEWS OF THE WORLD** SUNDAY TIMES

DISPOSITIFS anti-émeutes, déploiements considérables des forces de l'ordre, arrestations, charges des brigades montées... l'impression que l'histoire bafouille à défaut de bégayer. La lutte que mènent les ouvriers du Livre anglais de la société News International, dont le propriétaire est Rupert Murdoch, renouvelle en tout cas les mêmes espoirs, les mêmes illusions et les mêmes claques. La même trahison également ! La lucidité que la longue grève des mineurs britanniques a donné à une partie du mouvement ouvrier organisé fait ses preuves.

La solidarité de classe qui faisait si cruellement défaut aux mineurs semble en revanche donner à la lutte des syndicats du Livre un poids non négligeable. Les piquets de grève se renforcent toujours davantage à Wapping. Il n'est pas rare de voir 3 000 personnes se masser devant la forteresse électrifiée qu'est Wapping et se foutre sur la gueule avec les flics, attendre la sortie des camions de livraison de la presse Murdoch pour les empêcher (le mot est faible !) de distribuer le boulot des « jaunes ». Dimanche 16 mars, des incidents violents se sont répétés devant Wapping : 28 personnes arrêtées, 26 inculpées, des blessés et 280 personnes inculpées depuis le début du conflit.

Douze points pour un K.O. ouvrier

Avant d'en venir à l'actualité plus récente, effectuons un petit saut en arrière dans le temps. Le 21 novembre 1985, Murdoch (propriétaire de News Corpora-

tion) soumet aux syndicats du Livre S.O.G.A.T. 82 (Society of Graphical and Allied Trades), N.G.A. (National Graphical Association), A.V.E.W. et N.U.J. un protocole d'accord en douze points :

- non-reconnaissance des secteurs et branches, pas de négociations au niveau local ;
- pas de grèves, ni « aucune autre action pour quelque raison que ce soit » (le syndicat devra rapidement condamner toute action engagée par ses membres) ;
- licenciement immédiat de toute personne impliquée dans une grève ou autre action, sans droit d'appel ;
- les dirigeants syndicaux veilleront (c'est un devoir !) à l'application de cette modalité ;
- pas de syndicalisation à l'embauche, les employés qui sont adhérents d'un syndicat pourront le quitter à tout moment ;
- les délégués syndicaux peuvent être mutés à tout moment par l'encadrement qui aura pris soin d'émettre un avertissement par écrit ;
- pas de reconnaissance syndicale pour les catégories de la maîtrise et de l'encadrement ;
- totale flexibilité du travail, sans limitations ;
- pas de sécurité de l'emploi, toute latitude est donnée à l'encadrement de modifier les conditions et méthodes de travail ;
- pas d'effectif minimum, liberté pour l'encadrement de modifier, après avertissement, les heures d'arrivée et de départ au travail ;
- « droit exclusif de diriger » pour l'encadrement, de sélectionner les candidats à des postes de travail, « de classer et

déclasser les employés, embaucher, promouvoir, rétrograder et muter le personnel à volonté », il « suspendra, punira, licenciera, mettra à pied » le personnel s'il en voit la nécessité ;

• clause du contrat permettant de traîner en justice un syndicat ou un adhérent.

C'est effarant ! Que voulez-vous qu'il advient ? Les organisations syndicales refusèrent bien entendu d'entamer une négociation et à plus forte raison de signer un tel accord. Peut-on prendre le pari que même Maire aurait fait de même ? (On est cruel !...) Quoi qu'il en soit, Murdoch, au lendemain du déménagement de Fleet Street, licencia 5 500 travailleurs.

Les piquets se relaient maintenant à Wapping, complexe de la banlieue sud-est de Londres, électrifié, entouré de fils de fer barbelés, gardés par des milices privées, où travaillent quand même une fournée de salauds. Cette situation n'est pas une caricature. Le bien et le mal, l'exploiteur et l'exploité, jamais représentations symboliques n'ont été si proches de la réalité.

Réserve et méfiance

Nous reviendrons dans un prochain article sur le conflit lui-même car les réserves (pour ne pas dire la méfiance) que les mineurs britanniques émettaient à l'encontre de l'appareil syndical du T.U.C. (Trade Union Congress) et de ceux qui le renforcent, permanents comme dirigeants syndicaux, à l'encontre du Labour Party (Parti travailliste) comme à l'égard de leur propre syndicat et bureau-



crates, sont partagées par les travailleurs du Livre en grève. Mike Hicks, membre du T.U.C. et de la S.O.G.A.T. 82, bureaucrate devant l'éternel, s'est fait remarquer à nouveau. Collabo de première, il désigne et dénonce sans relâche les « provocateurs », « éléments incontrôlés », « anarchistes » qui échappent un tant soi peu au contrôle de l'appareil.

La leçon est de toute façon retenue. La grève se fait sans l'appareil syndical et il a pu voir des représentants syndicaux éjectés des piquets de grève. La base affronte une réalité qui est loin d'être simple. Les forces organisées des travailleurs n'échappent pas au rouleau compresseur de Thatcher. L'avenir nous dira si cette situation doit être comprise comme une fatalité où seuls ceux qui courbent l'échine et font le gros dos ont une chance de s'en sortir.

Les armes que les grévistes ont à leur disposition sont bien peu de chose eu égard aux moyens dont dispose la force publique : les écoutes téléphoniques sont systématisées, la S.O.G.A.T. 82 et le N.G.A.

sont surveillés (ils en ont la preuve !)... La solidarité internationale est donc indispensable, le boycott de la presse Murdoch également. Renforcer les piquets de grève devant Wapping s'avère difficile pour nos lecteurs français... C'est pourquoi je donne le numéro de téléphone (1) des dépôts et entrepôts de la T.N.T. (Thomson Nationwide Transport), multinationale de la distribution, qui distribue la presse « jaune » en France.

La T.N.T., dont le président est Peter Abeles, s'est concertée avec Murdoch dans la volonté d'écraser les salariés du groupe News International (recrutement accéléré de 2 000 conducteurs, achat de véhicules supplémentaires pour assumer la charge de travail qui surviendrait...). Siège social de la société T.N.T.-I.P.E.C. : Zone industrielle Les Mardelles, 4 à 10, rue Alfred-Nobel, 93600 Aulnay-sous-Bois (tél. : 48.66.23.70).

HERVÉ

(1) Gergy-Pontoise (tél. : 037.24.95), Chilly-Mazarin (tél. : 448.72.50), Grenoble (tél. : 675.63.63), Lyon (tél. : 820.97.99), Metz (tél. : 772.12.13), Strasbourg (tél. : 867.08.40).

Sursis pour les sandinistes

LA simplicité, l'évidence, le grotesque de la manœuvre sont atterrants. Préparer la guerre au vu et au su de tout le monde n'est absolument pas un problème, ce qu'il faut c'est avoir bonne conscience en le faisant. Tout est affaire de discours.

Qualifiez un gouvernement démocratique d'un petit pays d'Amérique centrale de « *junte communiste* » et les nostalgiques de l'ancienne dictature deviennent aussitôt des « *combattants de la liberté* ». Il suffit de le dire, de le répéter inlassablement... et comme de toutes façons vous êtes le plus fort, personne ne viendra vous faire de reproche !

A partir de là, pourquoi ne pas chercher effectivement à renverser ce gouvernement, au nom de la liberté ? Rien ne l'empêche ! Il suffit de s'en donner les moyens : une « aide militaire » (1). Bien sûr, la plupart de la population américaine ne veut pas d'un nouveau Vietnam ; mais qu'est-ce qui peut empêcher un gouvernement démocratique (un vrai !) de prendre des mesures impopulaires. Par 222 voix contre 210, Reagan n'a pas obtenu les 100 milliards de dollars escomptés pour aider les « *contras* ». Mais ce n'est que partie remise : le sujet sera à nouveau à l'ordre du jour le 15 avril ! Pourquoi donc ? On peut parier que cela durera tant que Reagan n'aura pas obtenu satisfaction (2)...

Usant déjà de divers stratagèmes pour faire pression sur le « *marais* » des députés hésitants, il est très probable que Reagan obtienne satisfaction prochainement. Ainsi Reagan a promis, afin de faire voter cette aide, que les crédits ne seraient pas utilisés à la fourniture d'armes offensives pendant un délai de trois mois durant lequel serait tenté un règlement négocié. N'est-ce pas toujours ce fameux prétexte de se trouver en position de force dans les négociations ? On peut cependant penser qu'Ortega ne sera convaincu ni d'allégeance ni de démission lors de négociations mais qu'en revanche une fois obtenue l'aide militaire, celle-ci n'aura plus qu'à être utilisée...

Le pire est donc à craindre. Alors qu'aujourd'hui la guérilla menée par les « *contras* » semble s'essouffler, la perspective d'un conflit ouvert est tout à fait vraisemblable. Qu'advient-il alors ? Un conflit militaire dont le vainqueur sera le plus fort militairement. Les Etats-Unis ne craindront même pas l'accusation d'ingérence dans les affaires d'un pays étranger : ce sont eux qui accusent aujourd'hui l'Union soviétique d'ingérence au Nicaragua et prennent appui là-dessus pour « libérer » le Nicaragua.

Quoi qu'il en soit la situation est pourrie. Dans le cas de figure le moins vraisemblable, les Etats-Unis font admettre leurs directives au Nicaragua, en lui

imposant une coexistence pacifique limitant ses initiatives dans tous les domaines. Il va de soi que l'impossibilité, par exemple, d'investir des capitaux au Nicaragua reste une entrave scandaleuse (communiste !) à la liberté... Il est certain que l'indépendance économique du Nicaragua vis-à-vis des Etats-Unis inquiétera toujours ces derniers de par la fameuse théorie des dominos encore en vogue dans l'esprit des républicains comme Reagan.

Dans le cas de figure aujourd'hui le plus plausible, les « *contras* » obtiendront des Etats-Unis les moyens d'être militairement supérieurs au Nicaragua, qui n'a pas des dizaines de milliards de dollars à investir en armement et, Gorbatchev n'étant pas un dinosaure, on pourrait s'attendre à une nouvelle guerre froide... Mais plus réaliste encore de la part des Etats-Unis — plus efficace en fait, vu le contexte — serait une opération de type « *La Grenade* » : un putsch. Rapide, bien mené, une fois réalisé qui peut contester ? Sans vouloir bien sûr donner ici de conseil à cette vieille crapule de cow-boy...

LE FURET

(1) Nous avons déjà évoqué cette question dans le « *Monde libertaire* » n°610.

(2) Reagan a d'ailleurs déclaré qu'il poursuivrait son objectif « jusqu'à ce que soit donnée à la liberté la chance qu'elle mérite au Nicaragua ».

ESPAGNE

A la croisée des chemins de la décennie

Nous poursuivons cette semaine la publication de l'enquête de « Solidaridad Obrera », organe de la C.N.T.-A.I.T., à l'intention des camarades libertaires concernés peu ou prou par la nécessaire clarification du mouvement libertaire espagnol.

EN 1929, après six ans de clandestinité, les obstacles à la réorganisation de la C.N.T. sont divers. Grâce au collaborationnisme socialiste surgissent les premières régulations ouvrières « modernes ». A travers la loi des corporations, l'Etat prétend annuler toute liberté syndicale qui ne soit pas soumise à son influence directe. La « vocation gouvernementale » des socialistes les convertit déjà en alliés inconditionnels de l'Etat au niveau espagnol et européen : ses prétendues aspirations révolutionnaires s'évanouissent définitivement devant le « possibilisme » de pouvoir et le « pragmatisme » de ses principaux leaders.

Le dilemme de la C.N.T.

Le dilemme pour la C.N.T. est complexe. D'un côté, elle reconnaît l'échec de la clandestinité comme tactique syndicale. De l'autre, son indépendance reste un principe intangible. Ce qu'elle ne pouvait accepter auparavant à l'égard des partis politiques, elle pouvait encore moins le tolérer à l'égard de l'Etat. La solution paraît être d'organiser la résistance au sein même des organisations ouvrières, puisque le contact avec les masses doit nous donner la force que nous ne pouvons obtenir par des actions isolées et extérieures.

Pour cela il est nécessaire d'aborder une « transformation organique pour faire face à la modalité organique ». Alors naît l'idée des fédérations nationales. La méthode d'action serait l'action directe, « c'est-à-dire l'accord direct et libre avec le capitalisme sans admettre la participation de l'Etat ni l'intervention d'intermédiaires politi-

ques de quelque sorte que ce soit ».

Le problème se complique avec l'affaiblissement consécutif à cinq années de lutte à mort contre le « pistolérisme » et à six années de clandestinité et de dispersion des militants. Une clandestinité qui n'équivalait pas à de l'immobilisme. Au milieu de ce processus se constitue la F.A.I. et en son sein les débats sur les Conseils généraux de liaison, le M.O.A. et la plateforme d'Archinoff. C'était une époque où ne manquaient pas les débats ni les conflits d'opinions. Il s'agissait de savoir si le syndicalisme se suffisait à lui-même et quelles devaient être les fonctions immédiates et à long terme de l'anarchisme. Rebondit également le « possibilisme », toujours présent dans le mouvement ouvrier.

C'est l'époque où approchent les élections libres et les divers conspirateurs républicains sont à leur apogée. Nous sommes à deux jours du 31 avril et cela se sent ; tandis que certains défendent l'abstentionnisme actif, d'autres affirmeront que, puisque la C.N.T. ne pouvait inviter les travailleurs à voter, elle ne pouvait pas plus leur dire de ne pas voter. Les « extrémistes » défendaient l'idée que la C.N.T. soit un organisme de tendances composé d'individus clairement définis par leurs idées anarchistes (position du M.O.A.), tandis que les « modérés » défendaient le droit de libre appartenance à l'organisation confédérale, l'unique condition indispensable étant, vieux précepte de l'Internationale, d'être un ouvrier exploité. Le contraire diviserait la classe ouvrière en tendances partitaires. D'autres maintenaient qu'un anarchisme replié sur lui-même en arriverait fatalement à mener la vie végétative de l'histoire et nécessiterait

l'intervention d'un autre anarchisme pour l'en sortir et le faire bouger.

Ne nous arrêtons pas en chemin

Une réponse concrète donnerait une indication du « climat interne » et un autre ton à cette réponse : « Ne nous arrêtons pas en chemin en regardant indéfiniment derrière nous sans nous décider à marcher. » Ne nous pétrissions pas non plus en scrutant éternellement l'avenir et reconnaissons que la progression s'obtient par l'action et la persévérance. Un syndicalisme qui ne s'attacherait pas aux réalités du présent et se limiterait à préparer le futur en théories serait d'une candeur angélique... et un syndicalisme neutre sans finalité et sans orientation idéologique, qui ne se préoccuperait que des problèmes économiques, serait un organe matériel sans cerveau... Il faudra que le fédéralisme soit mis en pratique... Que les délégués et les comités ne dépassent

pas le cadre de leurs attributions et qu'ils soient de simples mandataires... Que disparaissent les idolâtries, ce désir excessif de domination, cette soif d'ordonner et de commander qui conférerait une supériorité dont font preuve tant d'individus qui paraissent être, plus que les défenseurs d'une cause juste, des aspirants « caudillos ».

Evidemment on ne peut pas plus comparer 1931 à 1975, que la dictature de Primo de Rivera à celle de Franco. Et la situation des militants libertaires et du mouvement espagnol de 1930 n'a aucun rapport avec celle de 1975. Il n'y a aucune similitude non plus entre la conjoncture politique, économique et sociale de l'époque et celle d'aujourd'hui. Il se peut que le débat idéologique soit le même, encore faudra-t-il l'adapter avec une conception de la société d'aujourd'hui.

Ce que nous proposons, c'est que, avec tranquillité, tolérance et fraternité, pour le plus grand bien de la C.N.T. et des idées,

au travers de ces questions concrètes dont les camarades penseront qu'elles méritent un éclaircissement ou une discussion, au moyen de l'enquête de *Solidaridad Obrera*, commence ce large et nécessaire débat avec la participation respectueuse et libre de tous.

Mais le rapide tableau que nous avons dépeint d'un débat historique n'était rien d'autre que la continuité de la profonde confrontation idéologique et théorique, née au sein du mouvement au siècle dernier, avec le développement des conceptions de la Première Internationale, poursuivi à travers la fondation et l'enracinement de la C.N.T. C'était ce qu'on appelait le « deuxième débat ».

Le débat qui s'impose aujourd'hui a aussi son plan et son arrière-plan : la croisée des chemins du syndicalisme. C'est le débat de toujours, forcément progressif...

Relations internationales (D'après « Solidaridad Obrera », janvier 1986)

ITALIE

Alfonso Failla combattant de la liberté

NOUS avons déjà signalé, dans un précédent numéro, la mort de notre camarade italien Alfonso Failla. Compte tenu du rôle éminent qu'il a joué dans l'histoire du mouvement depuis les années 20, il nous paraît utile d'y revenir et de tracer rapidement sa biographie.

Alfonso Failla naît en 1906 à Syracuse et commence très jeune à participer au mouvement anarchiste dans cette ville de l'est de la Sicile. C'est l'époque de la montée du fascisme et Failla participe aux diverses actions contre la violence des groupes armés. Avec d'autres camarades, il met sur pied un réseau clandestin de propagande antifasciste.

En 1930, il est arrêté et placé en relégation, ainsi qu'avait coutume de faire le fascisme italien avec ses opposants. Il y restera jusqu'en 1943, mis à part un bref séjour à Syracuse sous un strict contrôle policier. Il connaît ainsi la plupart des lieux de relégation (Penza, Remiti, Ventotene, etc.) et anime de nombreuses actions, comme le refus d'effectuer le « salut romain », ce qui lui vaut en plus de la prison. Parmi les relégués, Failla devient ainsi une référence parmi les nombreux anarchistes qui constituent la deuxième composante des relégués en nombre, après les communistes.

Le 25 juillet 1943, tous les condamnés politiques sont

délivrés, mais seuls les anarchistes sont rassemblés au camp de Renicci d'Anghiari d'où ils s'évadent en masse sur l'initiative de quelques-uns, dont Failla. En septembre, il rejoint la résistance armée en Lombardie, au sein de la brigade libertaire Bruzzi-Malatesta. Il participe notamment à la libération de dizaines de prisonniers destinés aux camps nazis.

Après la guerre, il participe aux premières initiatives pour reconstruire la Fédération anarchiste italienne. C'est lui qui, au congrès de constitution, répond au salut apporté aux congressistes par le secrétaire général du Parti socialiste, Sandro Pertini (1), faisant remarquer à son ancien camarade de lutte antifasciste qu'il doute d'avoir encore l'occasion de lutter ensemble, la voie institutionnelle et parlementaire choisie par le P.S. ne pouvant que creuser un écart de plus en plus important entre celui-ci et le mouvement anarchiste. La participation à la lutte antifasciste qui avait permis à tant de politiciens de se placer à des postes de pouvoir ne permettait à Failla de récolter que des ennuis successifs en tant que responsable de la publication de l'hebdomadaire *Umanita Nova*. Habitant désormais à Carrare, il parcourt l'Italie, de meetings en manifestations.

L'année 1968 est une année d'intense agitation à Carrare, avec la tenue du congrès de l'Internationale des fédéra-

tions anarchistes, quelques mois après le « Mai français ». Face aux théories confuses issues de la révolte étudiante et portées notamment par Cohn-Bendit, Failla réplique, sans opposer un « vieil » anarchisme à un autre plus « jeune », en expliquant les bases de l'anarchisme, école de pensée, de lutte et de vie.

Quelques années plus tard, de graves ennuis de santé le contraignent à cesser ou du moins à ralentir ses activités. Il passe alors beaucoup de temps à recevoir chez lui des anarchistes venus du monde entier, du Mexique au Japon.

Le 26 janvier 1986, Alfonso Failla est mort d'un œdème pulmonaire. Des centaines de messages de sympathie sont parvenus à sa famille et à ses amis, de toute l'Italie et de divers horizons politiques (jusqu'à la fédération provinciale du Parti républicain indépendant) qui tous insistent sur le rôle de Failla en tant que combattant de la liberté, adversaire acharné de la tyrannie et de l'injustice.

D'une honnêteté scrupuleuse, d'une profonde sensibilité humaine, adepte quotidien de la solidarité, tels sont les témoignages qui reviennent le plus souvent sur celui dont la vie exemplaire reste indissolublement liée à l'histoire de l'ensemble du mouvement anarchiste italien.

D'après « A. Rivista Anarchica », mars 1986)

(1) Président de la République de 1978 à 1985.

ÉTATS-UNIS

Les femmes et l'anarchisme

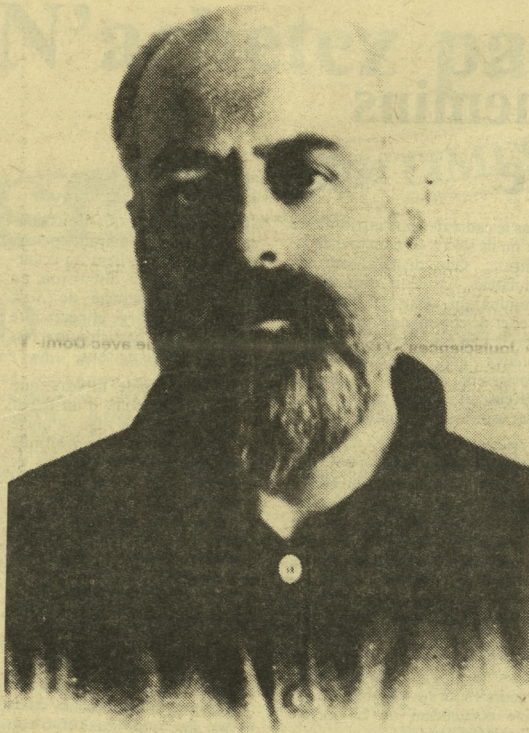
LES 14, 15 et 16 mars se déroulaient des rencontres à l'espace « alchimique » de New York, rencontres placées sous le thème : « Les femmes et l'anarchisme ». Organisées par le collectif The Anarchist Switchboard, ces journées laissaient espérer un succès par l'étendue des activités proposées. Ce fut le cas ! Et la « consistance » du programme : poésie, forums-débats, projections de films et de vidéos, concerts, théâtre... donne une idée de la valeur et de l'intérêt de ces trois jours.

Des documents sur le mouvement anarchiste juif aux Etats-Unis, sur les femmes et l'anarchisme en Espagne et en Amérique latine, sur les « Mujeres libres » (Femmes libres) pendant la guerre d'Espagne, sur Emma Goldman, en passant par des points forts sur le « Living Theater » ou la lutte des peuples Hopi et Navajo autour du site de Big Mountain, tout concourait à faire de ces rencontres un événement.

RELATIONS INTERNATIONALES

Contact : The Anarchist Switchboard, The Alchemical Space, 324 East Ninth Street, New York, New York 10003, Etats-Unis.

« La Révolution inconnue » de Voline



VOLINE, de son vrai nom Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum, est né dans le gouvernement de Voronège, le 11 août 1882. A l'occasion des événements de 1905, il est arrêté par la police tsariste et déporté par mesure administrative. Il s'évade en 1907 et parvient à gagner la France.

En 1913, il est membre du Comité d'action internationale et milite contre la guerre à tel point qu'en 1915, fuyant la répression du gouvernement Viviani-Millerand, il s'embarque comme souteur à bord d'un paquebot qui l'amène aux Etats-Unis.

Dès lors, il milite à la Fédération des unions d'ouvriers russes aux Etats-Unis et au Canada, qui publie « Goloss Trouda » (« la Voix du travail »). C'est en 1917 que Voline regagne la Russie et participe à l'Union de propagande anarcho-syndicaliste de Pétrograd qui poursuit la publication de « Goloss Trouda ».

A la conférence de Koursk, c'est lui qui est chargé de rédiger les résolutions adoptées et d'élaborer une déclaration acceptable par toutes les tendances de l'anarchisme et permettant de travailler dans une organisation unique. C'est ce qui amènera Voline à formuler son idée de « synthèse anarchiste ». Après la conférence, Voline quitte Moscou et travaille au journal « Nabate » (« Le Tocsin ») de Koursk.

Mais vient la réaction bolcheviste : suppression de la liberté de la presse, fermeture des locaux et arrestation des opposants mencheviks, socialistes-révolutionnaires de gauche et bien sûr anarchistes. C'est de ce moment que date l'entrée de Voline dans le mouvement makhnoviste.

Arrêté à la veille d'un congrès anarchiste, le 25 décembre 1920, Voline est incarcéré avec de nombreux autres militants. Il ne dut sa liberté qu'à l'intervention des délégués du syndicalisme européen venus assister à un congrès du Profintern et sous condition d'un bannissement perpétuel.

Secouru par l'Union ouvrière libre de Berlin, il rejoindra ensuite la France où il continuera à militer au sein du mouvement libertaire, y compris sous l'Occupation, et jusqu'à sa mort survenue le 18 septembre 1945 à l'hôpital Laennec.

Aujourd'hui est rééditée son œuvre majeure : « La Révolution inconnue » (1), complétée par des « conclusions » demeurées jusqu'à présent inédites.

GÉRARD

(1) Voline, « La Révolution inconnue », éditions Belfond, 145 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

S'IL y a des périodes historiques mal connues ou méconnues du grand public, ce sont bien les révolutions, et en particulier celle de 1917. Des individus vous rétorquent le contraire et brandissent les œuvres de Lénine et Trotsky : montrez-leur *La Révolution inconnue* de Voline.

« Inconnue » car l'image stéréotypée de la révolution russe guidée par un Lénine et un Trotsky, ivres de vertu et irresponsables de la dégradation stalinienne du régime, ne fait que masquer la cruelle réalité des choses. « Inconnue » car la falsification historique, sauce Big Brother, n'est pas, dans le cas de 1917, pure anticipation. « Inconnue » car le mirage bochevik en Europe et ailleurs a passé sous silence chez le grand public la répression contre les anarchistes, la révolte de Cronstadt, la Makhnovtchina en Ukraine. « Inconnue » enfin, car les images d'Epinal se sont accumulées et ont rendu les événements de 1917 totalement obscurs, effaçant le véritable rôle joué par la population russe.

Voline ne lance pas de paroles en l'air, il s'appuie tout au long de son œuvre sur des épisodes vécus lors de la révolution, des témoignages, des articles de presse et autres documents. Il recherche constamment à établir la vérité et faire que cette révolution manquée ne soit plus inconnue. Cela signifie qu'il faut arrêter de s'illusionner sur une prétendue victoire du prolétariat en 1917 : ce ne sont pas les bolcheviks, installés au pouvoir, qui peuvent parler objectivement des événements en eux-mêmes.

Comment pourraient-ils dire que cette révolution qui les a menés au pouvoir fut un échec pour le peuple russe ? Comment un communiste peut-il cracher sur son père, son sauveur : Lénine ? L'historiographie marxiste-léniniste est en fait axée sur un mythe : le triomphe de la Révolution d'Octobre. Comment une histoire divinisée peut-elle alors s'exprimer objectivement ?

En revanche, quand on a vécu la révolution parmi les « masses » comme Voline, qu'on a refusé plusieurs fois de s'asseoir derrière un bureau et de se proclamer commissaire ou président, qu'on a sans cesse répété aux « masses » qu'elles étaient les seules capables et garantes de construire leur propre société, alors il me semble que l'on peut parler objectivement d'une révolution.

Réécrire l'histoire

Si le livre de Voline est le livre d'un anarchiste qui se révolte contre les moyens et la finalité du léninisme, c'est aussi celui d'un individu soucieux de réécrire convenablement l'histoire.

Ainsi, son œuvre nous apporte beaucoup, historiquement parlant : combien peu d'historiens osent parler de la répression du pouvoir bolcheviste contre les anarchistes, de la Makhnovtchina si souvent calomniée ou considérée comme peu importante, ou encore de la conception de la société soviétique des habitants de Cronstadt ? Si peu qu'il faut remercier des gens comme A. Skirda (1).

Voline est, en effet, de ces personnes qui ont rappelé que la révolution russe comprenait des anarchistes qui combattaient pour la véritable révolution sociale. A côté de révolutionnaires

Des échecs

Aussi, pour Voline, il est évident que la révolution russe aurait pu être une victoire si elle s'était basée sur une conception libertaire, ce à quoi s'appliqueraient les habitants de Cronstadt et les paysans d'Ukraine. Ainsi, Cronstadt s'appliqua à concrétiser le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* » dans le vrai sens du terme, établissant différents comités dirigés pleinement et entièrement par les habitants eux-mêmes. Les habitants de Cronstadt mirent ainsi en place une véritable commune autonome où les « masses » se gèrent elles-mêmes directement sans intermédiaire bureaucratique quelconque. De même, les paysans ukrainiens tentèrent une expérience similaire avec le soutien des partisans de Makhno.

Les expériences libertaires ne manquèrent pas en Russie entre 1917 et

même. La révolution russe n'a été qu'une leçon dont les anarchistes doivent savoir tirer profit afin d'éviter que se répète constamment ce même scénario. Dans le chapitre II du livre deuxième, Voline s'applique à faire le bilan de la défaite de l'idée anarchiste ou encore, dans le récit de l'épopée makhnoviste, il nous fait part de ce qui lui semble être les faiblesses de ce mouvement.

Comprenons donc que *La Révolution inconnue* ne constitue pas un simple récit de la révolution russe où s'affrontèrent les conceptions bolchevistes et anarchistes, mais en fait l'œuvre prend place dans une importante réflexion sur la marche à suivre pour l'accomplissement d'une révolution libertaire, à savoir, comme le propose Voline, préparer les « masses » à l'idée anarchiste, les sensibiliser à une réflexion sur la nature de l'Etat, organiser un mouvement anarchiste, ne pas prétendre posséder la vérité entière, et surtout laisser libre cours aux échanges d'idées révolutionnaires, à la « *multiforme pensée collective* », enfin ne pas se placer au-dessus des « masses » pour les guider mais au sein même des « masses » pour les aider.

Pour mieux comprendre le bolchevisme, mais aussi l'anarchisme, et pour mieux saisir les propositions sociales de l'anarchisme, le livre de Voline est sinon primordial, du moins indispensable. Il nous permet de « vivre », pendant le temps de sa lecture, une révolution et ainsi de bien comprendre que ce qui compte avant-tout, ce sont les « masses » indispensables à l'éveil et à l'affirmation de cette même révolution. Seules celles-ci pourront construire une société libertaire et elles seules. Les anarchistes ne pourront que les aider et les conseiller, mais jamais leur imposer quoi que ce soit. Mais pour que tout ceci s'accomplisse, c'est là la leçon de Voline, il ne faut jamais oublier ce qui s'est produit auparavant et ne pas répéter les mêmes erreurs. Après avoir lu *La Révolution inconnue*, elle ne pourra plus l'être pour vous.

PASCAL

(« Anarfac »-Villetaneuse)

(1) Alexandre Skirda, « Les cosaques de la liberté », éditions J.-C. Lattès, en vente à la librairie du Monde libertaire, 115 F.

(2) A signaler également la parution prochaine, au mois d'avril, aux éditions du Monde libertaire de « Dictature et révolution », Luigi Fabbrì, analyse de la révolution russe par un anarchiste italien. (N.d.R.)

Une réédition qui s'imposait

comme Makhno, Lénine n'apparaît plus en effet comme un fervent défenseur de la révolution. Voline dit justement : « *Lénine, Trotsky et consorts ne furent jamais des révolutionnaires. Ils ne furent que des réformistes quelque peu brutaux qui, en vrais réformistes et politiciens, recoururent toujours à de vieilles méthodes bourgeoises, aussi bien dans les problèmes intérieurs que dans ceux de la guerre. Ils n'avaient aucune confiance ni dans les masses ni dans la vraie révolution, et ne la comprenaient même pas.* »

Ainsi, loin d'avoir permis la révolution sociale, les bolcheviks l'ont détruite, étouffée, interdite (2). A l'autocratie tsariste a succédé l'autocratie du parti communiste. En premier lieu, Voline nous explique donc, dans la continuité de Bakounine, que le marxisme n'est pas l'élément nécessaire à une transformation radicale de la société puisque la théorie marxiste s'appuie sur une conception autoritaire de la révolution.

1921, mais elles furent vite étouffées par l'Etat bolcheviste et ne purent construire quelque chose de durable. Sans doute, comme le constate Voline, la révolution aurait pu basculer au désavantage de l'Etat bolcheviste et s'orienter vers une voie libertaire, mais...

Les leçons d'une révolution manquée

Et ce « mais » est très gênant, voire désespérant pour certains. Pour comprendre l'échec de la conception anarchiste de la révolution, il faut ouvrir les yeux et non se lamenter sur le sort des marins de Cronstadt ou des makhnovistes ; il faut, comme le fait Voline, s'interroger sur les causes de cet échec.

C'est pourquoi on peut également voir ce livre comme une réflexion essentielle sur la révolution sociale en elle-

CINÉMA

Le reaganisme à l'écran

Le cinéma américain est atteint, depuis quelques années, par une maladie que l'on pouvait craindre : le reaganisme. Ce phénomène envahit les salles d'Amérique du Nord et également d'Europe occidentale. A l'aide de films comme *Rambo II* ou *Portés disparus*, la guerre du Vietnam et l'armée américaine sont de nouveau glorifiés, tandis que le gouvernement porte l'entière responsabilité de la défaite.

Mais ces héros ont déjà des rides, *Commando*, *American warrior* et autres *Justiciers de New York* ont pris le relais, sans oublier *Rocky IV*, où le boxeur américain démolit littéralement son adversaire soviétique et se couvre du drapeau de sa patrie avant de quitter la salle.

Actuellement, c'est *Iron Eagle* qui fait rage aux Etats-Unis. Son thème, très classique, met en scène un pilote de l'armée de l'air américaine dont l'avion a été abattu au-dessus d'un pays arabe, qui ne peut être que la Libye. Son fils et un ami décident de partir à sa recherche et, après maint affrontements, ne peuvent que le sauver.

Après avoir visionné ce film,

A.B.C.-T.V. constata : « *La réaction du public est incroyable. Les gens se lèvent pour applaudir et lancent des encouragements verbaux aux acteurs* ». Pour le magazine *Variety*, ce film n'est qu'un « avatar du ramboïsme (qui inquiétera ceux qui craignent une renaissance des sentiments d'extrême droite chez les jeunes ».

Ce n'est pas un hasard si les producteurs de *Rambo II* s'insurgent contre l'existence de vidéos pirates circulant au Moyen Orient et qui trahissent l'esprit du film. En effet, cette version se déroule en 1943, aux Philippines, et les Vietnamiens se sont mués en d'atroces Japonais.

Si ce genre de films bénéficie de nombreuses facilités de diffusion, il n'en est pas de même pour tous. Citons simplement l'exemple du film anglais *Brazil*. Terry Gilliam fut longtemps en conflit avec la firme Universal qui détient les droits américains sur le film. Elle juge son thème trop sévère pour plaire au public, exigeait qu'il soit écourté et que sa fin trop pessimiste soit modifiée. Celle-ci montrait la victoire du système

sur l'individu. Or, en ce début d'année, l'Association des critiques de Los Angeles décernait son prix de meilleur film à *Brazil*. Ce qui ne fut certainement pas étranger à la décision de la firme de sortir enfin le film dans sa version originale.

Quant au film *Révolution* qui, malgré quelques défaillances, montre avec réalisme la guerre d'indépendance américaine, le pouvoir naissant avec ses abus et ses exactions, il fut retiré deux semaines après sa sortie par manque de spectateurs. Comme on le voit, il y a bien peu de place pour le cinéma qui montre tout simplement la vie, la réalité.

Le cinéma américain reflète la politique de la Maison Blanche. Il est partie intégrante de la vague réactionnaire qui déferle sur les Etats-Unis. Nous sommes en pleine campagne idéologique. Ce n'est pas seulement une campagne antisoviétique à laquelle nous assistons, mais surtout à un retour en force du culte du héros, de la force invincible, du bien, du mal, de la supériorité américaine sur le monde.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

Programme de Radio-Libertaire

Jeu. 27 mars

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : J.-B. Lenoir à propos des rythmes africains et de la critique sociale dans le blues.
- « Femmes libres en Espagne, 36-39 » (14 h à 15 h 30) : avec Nelly.
- « Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h) : le Salon du livre...
- « Polar » (18 h 30 à 20 h 30) : un invité... Frédéric Fajardie.

Vend. 28 mars

- « Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse, musique et commentaire d'actualité...
- « Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : le non agir et les trois singes...
- « Jouvances » (12 h à 14 h) : la planète bleue avec Dominique Lesieur, astrophysicien.
- « Texticules » (14 h à 15 h) : nouvelles et histoires courtes.
- « Palais de police » (15 h à 17 h) : avocats et défense. Invitée : E. Auerbacher, avocate.
- « Sens interdit » (17 h à 18 h) : Monique Le Poncin-Laffitte, directrice I.N.P.U.C. est invitée.
- « L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : un invité surprise !

Samedi 29 mars

- « Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : le recentrage à la C.F.D.T.-Santé.
- « De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : Pierre Perret a-t-il encore des choses à dire ?

Mardi 1^{er} avril

- « Music-Hall » (10 h à 12 h) : J.-L. Blanc est invité.
- « Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : François Poirer (animateur du Groupe d'études comparatives des mouvements ouvriers et travaillistes dans les pays de langue anglaise. Université de Paris VIII).

NOTE DE LECTURE

« Une semaine de pêche » de Folke Fridell

« *M*ON nom ? Ça a si peu d'importance ; mon nom d'homme dont j'étais si fier, jadis, a perdu tout intérêt. Nous autres les petits, nous avons droit tout au plus à des numéros. » Néanmoins, l'ouvrier n°403, Konrad Johnson, n'accepte pas son sort.

Il décide soudain, lui, l'homme ponctuel, de s'accorder une semaine de congé afin de devenir un être humain. Le thème de la « fugue » a souvent été traité dans la littérature ouvrière (notamment dans *Le Voyage à Paimpol* de Dorothee Le Tessier), mais Konrad Johnson ne fait pas que fuir. Il affronte les différentes institutions qui viennent lui demander de renoncer : famille, patron, syndicats...

Il s'obstine pourtant, d'où l'inquiétude provoquée par son absence... et si d'autres l'imitaient ? Bien sûr son geste est d'une portée limitée (sept jours dans la vie d'un homme), mais Konrad n'est plus tout à fait le même : il a résisté à l'ordre.

Le ton poignant utilisé par Fridell en fait un des plus beaux livres de la littérature prolétarienne et ce n'est pas un lieu commun !

YVES
(Gr. Florès-Magon)

Folke Fridell, « Une semaine de pêche », éditions Plein Chant, 60 F (en vente à la librairie du Monde libertaire).

NOTE DE LECTURE

« L'Engrenoir »

de Jacques Gabillon

SI l'on faut ranger ce livre dans une catégorie, la plus évidente est bien la littérature prolétarienne. Mais parlons du livre, de son titre d'abord : *L'Engrenoir*, il tient de l'engrenage et du pourrisoir, il dit l'aliénation du travail.

Nous sommes dans l'après-guerre et le roman nous relate le passage de Guille (l'auteur ?) aux Fées parisiennes, entreprise (baigne !) de vente par correspondance dans laquelle on travaille quasiment à la chaîne et où l'informatisation bat son plein, c'est le premier âge de l'ordinateur.

On pourrait parler de roman sociologique, tant l'aliénation y est disséquée : les postes de

travail, les tâches répétitives, les relations avec la hiérarchie... et un surplus d'amer-tume pour Guille, l'ouvrier, qui ne peut pas oublier qu'il a connu Artus, son patron, dans les camps nazis : là-bas, ils étaient égaux, pris dans la même galère ; maintenant, les voilà ennemis de classe...

Et puis, il y a les luttes, la « routine syndicale », ici comme ailleurs, tandis que les patrons jouent sur la mobilité du personnel, qui n'a pratiquement pas le temps de s'organiser. Guille reste assez désabusé par tout cela, il ne se sent pas à sa place dans cet « engrenoir » ; le seul piment à son existence serait une histoire d'amour qui, un temps, l'attacherait à la boîte.

Certes, l'histoire est datée, elle a quarante ans, et son caractère intemporel — d'ailleurs non négligeable — reste à décrypter par le lecteur, mais cela n'est pas un inconvénient pour ce roman qui gagne au fil des pages un certain charme dû au lointain de la période... le temps a passé si vite !

L'Engrenoir (1) est un livre à conserver pour nos enfants, nos petits enfants, etc., pour quand tout cela aura définitivement disparu et que l'on travaillera une heure ou deux par jour, en organisant nous-mêmes notre travail en fonction de nos besoins (à nous tous) et de nos intérêts (à nous tous).

GUY

(1) « L'Engrenoir », Jacques Gabillon, éditions des Lettres libres, en vente à la librairie du Monde libertaire, 77 F.

Spécial copinage

Le « 20^e Art », 18, rue des Panoyaux, 75020 Paris (métro Ménilmontant) (tél. : 43.49.23.16 ou 48.05.56.95) présente :

- jeudi 27 mars, 20 h 30 : Chantal Grimm, Agnès Aniel ;
- vendredi 28 mars, 20 h 30 : Chantal Grimm, Machon ;
- samedi 29 mars, 20 h 30 : Chantal Grimm, Elisabeth et Guimou de La Tronche.

Entrée : 50 F, 40 F avec la carte de Radio-Libertaire. Qu'on se le dise !

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

Communiqué

RADIO-LIBERTAIRE, comme toutes les radios associatives sans publicité, a reçu du Fonds de péréquation des radios locales privées la somme de 300 000 F (150 000 F pour chacune des deux années de situation officielle, correspondant de plus au contrat de retransmission T.D.F., passé dans les conditions que l'on connaît, l'an dernier).

Cette somme d'argent, nous ne pouvons en aucun cas, la considérer comme un dédommagement du saccage policier de nos studios en 1983 et des frais de justice auxquels nous sommes contraints régulièrement.

Pour échapper au piège de la dépendance, Radio-Libertaire n'utilisera pas cet argent pour couvrir ses frais de fonctionnement, comme le voudrait l'attribution ministérielle, mais l'investira immédiatement dans l'amélioration technique du confort d'écoute et dans une défense, plus efficace encore, de sa place sur la bande F.M.

Radio-Libertaire est et restera la voix sans maître et sans publicité. Son seul mode de fonctionnement restera le soutien de ses auditeurs, à qui nous demandons, en cette période de renouvellement des dérogations, de redoubler de vigilance.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

REVUE

« Fraga » : tous des agités !

LES intentions de *Fraga* sont loin d'être floues. L'édition n°1 est, en tout cas, clair là-dessus. Ce fanzine anarcho-punk se propose d'être un lien entre les mouvements anarchistes et « hardcores ». Petit label de distribution (sans but lucratif), *Fraga* ne prétend pas, pour des raisons pratiques (monnaie ?), parler de l'actualité de la scène punk-hardcore mais se rattache par des présentations, interviews de groupes. Ce premier numéro donne la parole à « Civilised Society ? », « SubHumans », « Zylome A », « Depression ».

Cohérence oblige, *Fraga* est politique et ne se gêne pas pour écrire tout haut ce que le collectif pense (également) tout haut. Les prochains numéros, nous dit-on, feront la part belle aux dossiers politiques.

Me permettrai-je une petite suggestion ? Que l'équipe étoffe la rubrique commentaires des albums. Et puis si l'on parle de *Fraga*, ce n'est pas pour renvoyer l'ascenseur (une page de pub pour le M.L. !) mais parce que ce canard est bien.

HERVÉ

« Fraga » n°1, en vente à la librairie du Monde libertaire. Contact : Michel Fedotin, B.P. 324, 75266 Paris cedex 06.

Le mouvement des femmes et le pouvoir

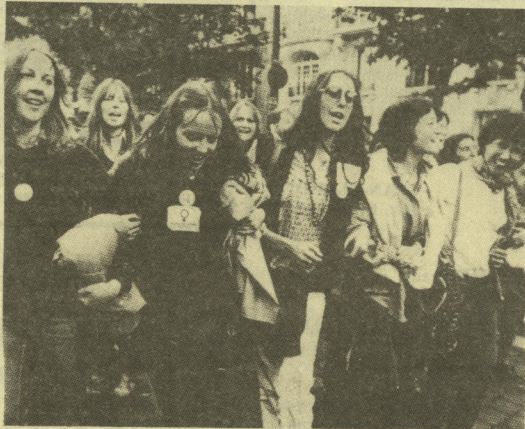
SOUVENEZ-VOUS : « Rien ne sera plus jamais comme avant ! », c'était après mai-juin 1968. Après ce grand mouvement où on avait tant aspiré à changer la vie, voilà que celle-ci ne changeait pas. Après avoir tant valorisé la spontanéité, les actions spectaculaires et la capacité à imaginer, voilà que tout retombait.

Pendant plusieurs années, le maître mot restera « révolution au quotidien », mais déjà pour une partie du mouvement des femmes, cela cache mal la perte d'un radicalisme, en ne visant plus à créer de rupture avec le système mais en l'aménageant. Sur tous ces problèmes, les féministes sont toujours restées extrêmement divisées, prenant suivant les tendances des positions très contradictoires. Le mouvement des femmes n'a pas trouvé d'autres pratiques créatrices et son absence de pratique sociale risquait de le renvoyer dans un ghetto. Alors comment changer la vie ?

Le débat sur la nature du changement social n'a pas été entrepris chez les femmes. Mais tant que la droite était au pouvoir, cela ne posait pas encore trop de problèmes. Leur tradition extra-parlementaire, leur refus de l'électoratisme et d'une démarche légaliste, leur pratique de l'action directe auraient même pu laisser penser que cela les mettait à l'abri de tout réformisme. A cette époque, il était impensable de pouvoir obtenir

de nouveaux acquis sociaux sans luttes (comme pour la contraception ou l'avortement).

Le mouvement des femmes refusait de se considérer comme un interlocuteur face à la structure qu'est l'Etat. Ce qui était important, c'était d'établir un rapport de force. L'arrivée de la gauche au pouvoir a fait surgir le problème de l'absence de stratégie face à l'Etat (1), problème de taille ! En effet, le mouvement ne pouvait donc pas se désintéresser des lois en ce qu'elles représentaient d'acquis pour les femmes, mais d'un autre côté l'expérience avait encore une fois prouvé que l'on ne peut se sentir que floué quand les lois sont votées.



Dans l'ensemble, les féministes ne se faisaient pas d'illusion sur ce jeu fondamentalement truqué. Le problème du mouvement des femmes comme de tous les autres mouvements spécifiques a toujours été de s'inscrire dans une perspective politique (2) et, en l'occurrence, il semblait difficile de continuer à avoir des pratiques radicales (ou des pratiques tout court) lorsque les discours furent ceux de la compromission. L'illusion de pouvoir faire entendre leur voix, un pouvoir qui semblait moins inaccessible pour certaines, d'autres allant jusqu'à parler d'identification au gouvernement (3) et en tout cas, la sensation pour la plupart que ce

Viol, violences Ouvrons les yeux !

UN peu partout en France les femmes s'organisent contre la montée de la violence : des collectifs, des associations, des chaînes téléphoniques, des lieux d'accueil fleurissent dans toutes les grandes villes. Rappelez-vous ces femmes agressées et violées dans le silence de la foule ! Regardez autour de vous ces continuelles agressions verbales ou corporelles et l'indifférence des badauds ! Les forces policières répondent trop souvent par un accueil froid et ricanant à ces plaintes. La justice impose ses propres vues et méthodes : huis clos, non-regroupement de procès qui traînent en longueur. Rien de neuf si ce n'est notre propre ras le viol.

Durant cette législature socialiste le mouvement des femmes a pu, d'une part, profiter des largesses d'Yvette Roudy — agissant comme facteur démobilisateur et d'institutionnalisation —, et d'autre part entretenir avec les « services sociaux » (police, assistantat social, justice, aides multiples) des liens, certes pas forcément amicaux, mais du moins réels. Dans chaque commissariat, une femme policier reçoit les personnes agressées ; les associations d'entraide et de solidarité ont été subventionnées... du bricolage, de l'insuffisance et toujours la marginalisation.

La société duale poursuit son chemin de haine, d'agressivité : d'un côté une enveloppe budgétaire et sociale maigre et auréolée des vapeurs de la condescendance et de la bienfaisance, de l'autre une politique économique maintenant les femmes en dehors du circuit productif, les abandonnant dans les sphères de l'assistantat (marital, social ou celui du chômage), et la montée ou le retour dans les phantasmes collectifs de la femme-objet (publicité, mode, littérature et films pornographiques). Rien de réjouissant, même sous l'ère socialiste l'utilisation de l'image de la femme dans la vente n'a pu être interdite.

Publicitaire, violeur : même combat ? Pas tout à fait ! Nous devrions ajouter : société patriarcale et en crise, violeur : même combat ! Les grands méchants ne sont pas toujours les autres mais bien tous ceux et toutes celles qui se taisent ou détournent les yeux. Les viols commencent toujours par la drague, les regards et la sécurité de l'agresseur. Alors ouvrons les yeux et la nuit sera enfin à nous !

THYDE ROSELL

changement politique instaure un climat permissif sinon même favorable aux revendications des femmes, fut le départ d'une politique du moindre mal. Et l'on vit celles qui jusque là avaient porté à l'excès leur refus de la politique, ramenées excessivement à la politique.

Tout comme les syndicats ont adopté une pratique de cogestion, certaines féministes se sont engagées sur les rails de la participation. Bien sûr il était important de viser une prise en compte du discours et des revendications des femmes et de se battre pour une reconnaissance de nos droits, mais n'était-ce pas se tromper d'objectif que de pratiquer comme si un gouvernement de gauche pouvait être moins patriarcal que les autres, n'était-ce pas s'engager dans la voie de l'illusion démocratique !

S'il reste toujours clair pour les féministes que l'ennemi à abattre, c'est le patriarcat, n'en oublions pas pour autant que l'Etat se structure sur le même modèle patriarcal. L'illusion, c'est de prétendre vouloir abolir l'un en s'accommodant de l'autre !

MONIQUE FIGAROL

(1) Cf. « Les femmes et l'Etat », C. Delphy, in « Les nouvelles questions féministes » n°6/7 en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Cf. article de T. Rosell, « A propos du féminisme », in « La Rue » n°31 en vente à la librairie du Monde libertaire.

(3) Cf. différents articles in « Revue d'en face » n°11, « Mouvement et institutions », éditions Tierce.

Des bienfaits de la famille

LES valeurs sécuritaires et fascisantes, en pleine ascension, sont banalisées par le recul des désirs d'émancipation. Les femmes, tête de liste dans les pourcentages du chômage, des emplois précaires et du travail à temps partiel, c'est presque la norme. Leur maintien en dehors des sphères du travail, c'est devenu habituel. Des perspectives de licenciement massif dans le tertiaire et dans les circuits productifs traditionnellement à main d'œuvre féminine, on s'y attendait. Alors rien de changé sous la législature socialiste ?

Non, ou si peu : une loi sur l'égalité professionnelle qu'il faudrait définir et qui n'est pas appliquée, le développement des emplois précaires et leur extension aux travailleurs et aux jeunes. Une tendance à l'égalité professionnelle, certes, mais abaissant le niveau de vie et les conditions de travail des hommes à ceux de leurs consœurs.

Le gouvernement a dû répondre aux désirs mal contenus des femmes de sortir de la sphère domestique, mais les promesses de Mitterrand ont été jetées par la fenêtre. Les têtes pensantes ont embrassé, par souci de réalisme économique et électoraliste, les thèses réactionnaires : pas de salaire domestique mais un assistantat social accru (avec à la clef un droit de regard des services sociaux sur la vie privée de beaucoup de femmes et leur maintien dans leur rôle

de soumission et de quémandeuses). S'opposant à la courbe démographique en baisse, le gouvernement a utilisé la vieille ficelle de l'aide au troisième enfant. Les créations de crèches, d'écoles, l'entraide collective, sont oubliées, effacées des mémoires.

La mère de famille repointe le bout de sa soumission, répondant au besoin d'une société en crise et cherchant le calme du cocon maternel. L'aide au troisième enfant, l'interdiction faite à la femme d'échapper à son rôle de lapine revient à cautionner les mots d'ordre lepénistes : halte à la Marianne volée d'un tchador, abrogation de la loi Veil autorisant l'avortement, versement des allocations familiales aux seules mères françaises.

Le R.P.R. et l'U.D.F. ont gommé de leur programme les perspectives nettement versées à droite, mais restent dans le ton général : repeuplement de la France ! Souvenez-vous : Pétain, Mussolini et leurs mères muettes. Même si les femmes ne se laissent pas faire, ces messieurs ont la main sur l'économie et la direction du pays, ils grignoteront les droits des femmes au fur et à mesure que les queues du chômage s'allongeront. Ne fermons pas les yeux, sous peine de demeurer aveugles, et imposons nos droits à tous : syndicats, partis, gouvernement.

CHRISTINE TEISSIER

Petit calendrier des mesures gouvernementales depuis 1981

1982-1983. Campagne d'information sur la contraception.
10 juillet 1982. Etablissement de trois statuts pour les femmes d'artisans et de commerçants leur ouvrant des droits sociaux et professionnels. Mesures pour les mères isolées et les femmes divorcées.

29 septembre 1982. Augmentation du nombre des plannings familiaux et d'établissements hospitaliers tenus à pratiquer l'I.V.G.

6 décembre 1982. Mesures contre les discriminations sexistes visant à donner les mêmes droits aux femmes et aux hommes à l'embauche et permettant aux syndicats d'agir en justice au nom d'une salariée avec son accord.

10 décembre 1982. Remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale. Garantie d'assistance médicale pour les non-assurés sociaux. Pas de respect de l'anonymat des femmes.

1982. Une modification de l'art. 7 du Code de la fonction publique supprime les recrutements spécifiques masculins ou féminins, ainsi que les concours séparés.

Février 1983. L'accès est donné aux femmes à certains emplois militaires (officiers des armes) et, plus récemment, féminisation des effectifs policiers (en principe particulièrement axé sur l'accueil des femmes violées ou battues).

13 juillet 1983. Loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes :

- affirmation de l'égalité des droits ;
- modalités de mises en œuvre de l'égalité des droits ;
- mesures tendant à promouvoir l'égalité des chances ;
- instruments particuliers d'intervention en matière d'égalité professionnelle.

1983. Projet de loi antisexiste (contre la discrimination sexistes dans la publicité).

Mars 1986. Suppression du ministère des Droits de la femme.